

n° 735 — 4 F
DU 24 AU 30 MARS 1977

nouvelle édition

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

dossier :
les brasiers
du tiers monde

AVEC ÇA, LE
"COLLECTIVISME"
C'EST
LE PIED!



CAGNAT 77

Directeurs politiques :
Christian Guerche — Alain Tlemcen

Rédacteur en chef :
José Sanchez

Rubriques :

- OÙ va la France ? Léo Golberg,
- Injustice : Michel Etienne
- Briser la chaîne : Jean-Yves Sparfel
- Lutttes en classes : Stéphan Lyllan
- Les choses de la ville : Jean-François Thoraval
- Pourtant, elle tourne : Bernard Ravenel
- Les exclus de l'intérieur : Dominique Lambert, Michel Camouis
- Garde-à-vous-même : Georges Yverres
- Les armes de la critique : Marion Lay
- C'est aussi politique : Michel Acidant

Collaborateurs permanents :

G. Akoun - Y. Craipeau - C. Deslhiat - Evelyne Ertel - V. Fay - C.M. Vadrot - G. Hercet - J. Jullien - R. Lanarche - F. Laurent - V. Leduc - Ph. Mariélie - M. Mousel - M. Najman - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan -

Dessinateurs :

J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin - Mathé.

Maquette :

Max Pagis

Collaboration technique :

J.-L. Craipeau

Secrétariat - Documentation :

Marie-Françoise Chailleux

Elizabeth Vignati

Promotion :

S. Ros - H. Le Toquin

Dir. publ. : H. Le Toquin

9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64

Administration et publicité :
566-45-37

Commission paritaire : 50360.

Distribué par les N.M.P.P.

Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Photocomposition :

Informatic Press. Tél. : 254-71-18,
Saint-Ouen.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F
pour six mois. Soutien : 150 F. Pour tout
changement d'adresse : joindre 3 F en
timbres et l'ancienne bande adresse.

sommaire

Où va la France

Après le deuxième tour des municipales. P. 4
Extrême gauche : une percée électorale. *L. Goldberg.* P. 5
P. 5/6

Briser la chaîne

Six mois de plan Barre : un triste bilan. *M. Camouis* P. 7
PTT : soigner le travail. *Y. Sparfel.* P. 8
Pêche : vie de marin, vie de chien. P. 9
Les oubliés de chez Donval. *Groupe « ouvriers-employés » de Cor-*
nouille. P. 10

DOSSIER

Les brasiers du tiers monde

Liban : crimes et marchandages. *J. Julien.* P. 11
Dans les maquis érythréens : la quête de l'unité. *P. Mariélie.* P. 12/13
Qu'est-ce qui fait courir l'URSS ? *J. Sanchez.* P. 14

Vous êtes concernés

Il est temps de passer aux choses sérieuses. *C.-M. Vadrot.* P. 15

Et pourtant elle tourne

Argentine : échec aux assassins. *A. Labrousse.* P. 16/17

Injustice

Bonnes feuilles de *Chroniques des années de crise — 1976, « SOS Mars »*
par *Victoria Thérème.* P. 18/19

Les armes de la critique

La fascination pour l'infamie. *E. Ertel.* P. 20
Du sang sur les grands boulevards. *D. Guiot.* P. 21

Le temps de lire

La télé : points de vue. *R. Lanarche.* P. 23
Courrier des lecteurs et concours photos. P. 24



dernière minute

Sept soldats du 7^e BCA de Bourg-Saint-Maurice viennent d'être arrêtés par la sécurité militaire. Ils sont accusés d'appartenir au comité de soldats du 7^e BCA. L'un d'entre eux, Roland Bernier, militant du PSU Rhône, a été muté dans l'arbitraire le plus révoltant au 11^e RAMA à Dinan en Bretagne où il sera probablement condamné à deux mois d'emprisonnement. La hiérarchie répond par la répression à la campagne de la coordination Rhône-Alpes des comités de soldats pour l'élection de délégués dans les casernes. Elle n'aura pas le dernier mot... Affaire à suivre... ■

ABONNEZ-VOUS A TRIBUNE SOCIALISTE

Bulletin d'abonnement
à retourner 9, rue Borromée, 75015 Paris

M. Mme Mlle

Adresse

Code Postal Ville

S'abonne pour un an (1) - 6 mois (1).
Ci-joint versement CCP (1) à l'ordre de TS-CCP 5826-65 Paris.
CB

(1) Rayer les mentions inutiles. 100 F (1 an); 60 F (6 mois).

je désire prendre contact avec le PSU

Nom Prénom

Adresse

Ville Code postal

Profession Age

Bulletin à adresser au Parti socialiste unifié

9, rue Borromée, 75015 PARIS

l'air de l'apocalypse

les auditeurs de justice solidaires du juge Joly

83 % de la promotion 1977 de l'École nationale de la magistrature ont signé la motion suivante :

Les auditeurs de justice de la promotion 1977, s'élèvent contre la traduction de Claude Joly devant le Conseil supérieur de la magistrature, statuant en formation disciplinaire.

Ils s'inquiètent de la présence dans le dossier de nombreux jugements, et soulignent le risque pour l'indépendance des magistrats de voir sanctionner disciplinairement des décisions prises dans le cadre d'activités juridictionnelles.

Cette affaire semble s'inscrire dans le cadre d'une méfiance générale à l'encontre des jeunes magistrats, qui s'est notamment traduite l'an dernier par une diminution des postes de juge unique offerts à la sortie de l'École, et de diverses propositions visant à ne confier les postes « délicats » (juge d'instruction et juge des enfants) qu'à des magistrats expérimentés.

Ils s'élèvent contre la présence dans le dossier d'une enquête de police [...] portant sur « la moralité [...], la situation de fortune et de famille, et les opinions politiques » de l'intéressée.

Ils dénoncent la présence dans le dossier [...] des copies du concours d'entrée et des appréciations portées par les maîtres de conférences lors de la scolarité, dont le but devait être essentiellement pédagogique et qui, détournées à des fins inquisitoriales [...] compromettent la liberté d'une formation visant à faire de nous des magistrats compétents et responsables.

A PRES des élections municipales qui ont consacré la défaite de la droite dans un nombre impressionnant de ses citadelles, puisque 55 villes de plus de trente mille habitants passent de la majorité à l'opposition et que les statistiques du ministre de l'Intérieur doivent reconnaître que les forces de gauche sont majoritaires dans le pays, quelles perspectives s'ouvrent pour elles ?

On ne peut manquer d'être frappé de la modération des commentaires de leurs dirigeants tant socialistes que communistes. Il est certes louable de ne pas céder au triomphalisme, mais il y a tout de même autre chose à dire que la simple constatation du succès et l'incitation par chaque parti à renforcer sa propre organisation.

Le vote des 13 et 20 mars a exprimé une protestation contre la politique du pouvoir, une volonté de changement qui ne saurait se satisfaire de l'attentisme actuel des états-majors de la gauche. Il semble que ceux-ci aient pour principal objectif de préparer tranquillement les élections législatives. Tranquillement, c'est-à-dire en évitant tout développement des luttes sociales dans la période qui s'ouvre.

POURTANT Edmond Maire l'a justement remarqué : « La vie sociale a apparemment disparu des journaux et des écrans alors qu'en fait il y a des luttes importantes. » Le soutien à ces luttes, qu'il s'agisse de celles qui se mènent pour l'emploi, pour les salaires, pour les conditions de travail ou qu'il s'agisse de celles qui concernent la défense du cadre de vie, notamment contre l'installation des centrales nucléaires, nous apparaît comme une responsabilité prioritaire des organisations de la classe ouvrière, forces principales de la coalition désormais majoritaire dans le pays.

Pour sa part, le PSU s'y engage. Il vient de proposer aux organisations politiques, syndicales, au mouvement écologiste, d'organiser en commun une marche de protestation contre la construction d'une centrale nucléaire à Nogent-sur-Seine, proposition qui rencontre déjà un large écho.

Ce serait un bien mauvais calcul que de se réduire aux perspectives électorales en laissant, sans réagir, le pouvoir poursuivre l'application du plan Barre. La défunte majorité compte précisément sur ce sursis pour se ressaisir. Elle compte aussi sur un renouveau de la peur. Les commentaires de sa presse retentissent d'accents guerriers : organiser la riposte, passer à l'offensive, reprendre l'initiative, etc.

IL faut noter comme particulièrement savoureuse cette réflexion d'un journaliste de *France-Soir* : « Dans un pays occidental, l'exercice du pouvoir par un parti dit « bourgeois » paraît être dans la nature des choses. Tandis que l'arrivée au pouvoir d'une coalition de gauche revêt souvent, à tort ou à raison, un aspect apocalyptique. »

Contre l'air de l'apocalypse que l'on va nous jouer abondamment toute cette année, il serait vain de croire qu'il suffit de se montrer rassurant et de rester muet sur le changement de société que porte en elle une victoire des forces populaires. Puisque c'est là-dessus que va porter toute la campagne de la droite, il faut dresser le bilan de la société « libérale » et dire très clairement ce qu'exigent les travailleurs. Dans cette bataille le courant autogestionnaire, en contribuant à souder toutes les forces populaires autour de leurs aspirations les plus profondes, doit trouver les voies de son développement.

Victor LEDUC ■

humeur : jardinage : le petit cornichon vert de Paris

Il est encore largement temps, en dépit du printemps précoce, pour planter des pommes de terre, notamment de la *Belle de Fontenay* : que vous les fassiez germer vous-même dans un endroit frais et éclairé ou que vous vous offriez le petit luxe, désormais courant, d'acheter des plans germés. Pour les petits pois c'est le moment idéal puisque, de toute façon, ils ne craignent pas une éventuelle petite gelée tardive. Le mieux c'est le semis en ligne espacée d'une trentaine de centimètres, à une profondeur de deux ou trois centimètres, chaque graine étant à deux ou trois centimètres l'une de l'autre également.

Vous pouvez également semer de l'oseille : si vous choisissez l'*oseille large de Belleville*, vous serez étonné du résultat. Quel que soit l'endroit, vous serez étonné du rapport. D'autant plus que la conjoncture paraît, depuis quelques jours, absolument exceptionnelle pour cette variété. L'année devrait également être encore excellente pour l'*oseille blonde de Lyon*.

Le moment est idéal, les terres ayant déjà été bien chauffées, pour se lancer dans la carotte, surtout quand le terrain a été bien préparé. Je vous recommande la *carotte nantaise*, une variété à forcer. Dans le même ordre d'idée, dans la mesure où l'un vient très bien après l'autre, je me permets de vous recommander de mettre en terre du *navet nantais*, une variété également à forcer. Comme ces légumes mettent parfois un peu de temps à lever, n'oubliez pas de planter un bâton à l'extrémité des lignes de semis, pour les rappeler à votre souvenir.

Pour ce qui est des légumes, grosses ou petites, c'est à peu près tout pour l'instant. Pour les condiments également, il faut attendre : c'est encore bien trop tôt pour le *petit cornichon vert de Paris* qui n'est pas une variété précoce, et encore prématuré, en dépit de l'avance du printemps, pour le *cornichon fin de Meaux*.

En ce qui concerne les fruits rouges, si vous avez négligé de vous en occu-

per à l'automne, il est encore temps de vous précipiter sur une variété de fraisier, la *Surprise des Halles* : si vous avez de la chance elle vous donnera quelques fruits dès cette année. Deux inconvénients : cette variété n'est pas remontante, ce qui signifie qu'elle ne donne qu'une récolte par an, et qu'elle prend mal.

Ce printemps précoce autorise également le jardinier amateur à se précipiter sur les plantes annuelles, c'est-à-dire celles qui donnent des fleurs magnifiques dans l'année de leur plantation mais qui ne survivent pratiquement pas à l'automne, sauf en se ressemant de façon très hasardeuse. Il est prudent de renouveler les graines en fin d'automne.

Pour revenir aux fruits, notamment ceux à pépins, sachez qu'il est trop tard pour les pommes et les poires. Fallait penser à planter avant la fin de l'hiver. De même que ce n'est plus ou que cela n'est pas encore le temps des cerises. Une seule chose à faire : couper les gros gourmands des arbres fruitiers qui vont donner pour la première fois.

Enfin si vous êtes lassés des salades insipides, laissez un coin de votre jardin en friche et, cet été, semez de la *mâche d'Etampes*, cela pourrait être une excellente année.

Et pour faire pousser tout cela, craignez comme la peste tous les engrais artificiels que proposent les marchands à grands renforts de publicité : procurez-vous du fumier, on en trouve encore beaucoup plus souvent que vous pouvez le penser.

Tous ces conseils, très sérieux, s'adressent à ceux qui ont la chance d'avoir quelques mètres carrés de terre à cultiver ; et aussi à ceux qui attendent impatiemment que le nouveau maire écologique de Paris ordonne le défoncement des trottoirs pour que commence l'an 01 du retour à la terre.

C.-M. VADROT ■

où va la France ?

après le deuxième tour des municipales

Combien étaient-ils ? De 10 à 20 000 Parisiens qui se sont retrouvés vendredi 18 mars au Nouvel Hippodrome de Paris pour le meeting de la gauche unie. Nombreux les participants dans l'ambiance chaude du chapiteau, nombreux aussi dehors ceux qui n'avaient pu entrer et se consolait en écoutant les haut-parleurs. Du monde aussi à la tribune : les signataires du Programme commun ; les représentants des syndicats, Georges Séguy pour la CGT, Michel Rolant pour la CFDT ; Michel Mousel, secrétaire national du PSU dont l'allocution fut ponctuée de chaleureux applaudissements, particulièrement quand il a évoqué des problèmes aussi importants que ceux des femmes, des jeunes, des immigrés, du nucléaire et « l'affaire » des soldats. Nous reproduisons, ci-dessous, de larges extraits de cette intervention.

Voilà terminé le numéro de duettistes dans le style Frères ennemis que nous infligent depuis des semaines Chirac et d'Ornano. Oubliés, les tombereaux d'injures qu'on se jetait mutuellement à la tête. Il n'y a qu'un sujet qui les mettait d'accord : leur soutien au plan Barre, à la politique d'austérité et de chômage.

[...] Nous devons battre la droite, quel que soit le visage qu'elle se compose. La bataille de Paris, c'est la même que celle que nous allons devoir livrer pour mettre un terme à leur politique et les chasser du pouvoir. Ce n'est pas moi qui l'invente : Chirac le dit lui-même. Inquiet du risque de voir la gauche prochainement majoritaire, il a décidé de s'installer dans la capitale comme dans une place forte pour mieux lancer, demain, ses attaques contre la volonté populaire majoritaire qui se sera dégageée des élections législatives et apparaître comme la planche de salut de la droite la plus autoritaire.

Voilà la vérité ! Ils sont minoritaires aujourd'hui en France, mais bien décidés à s'accrocher. Et c'est bien parce qu'on ne sera jamais de trop pour faire respecter la volonté populaire que nous, au PSU, nous avons estimé nécessaire que la plus large unité se manifeste dès le premier tour des élections municipales, pourquoi

nous estimons très positif qu'à Paris comme dans un très grand nombre de villes, et contrairement aux affirmations mensongères de Chirac, soient intervenus des accords entre les formations signataires du Programme commun et des non-signataires du Programme commun comme nous-mêmes ou des militants et groupes du courant socialiste autogestionnaire. Des accords qui mettent en évidence tout ce que nous partageons en commun en respectant nos différences. Voilà pourquoi, ici, à Paris, le PSU est présent sur les listes de la gauche unie.

[...] Maintenant pour ce second tour, nous devons réaliser un front plus large encore. Ce n'est pas simplement une question d'arithmétique électorale. C'est la nécessité de constituer un bloc majoritaire, dans lequel ont leur place, au-delà des divergences, ceux qui ont apporté leurs voix aux listes « pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs », qui se sont désistées pour la gauche unie, dans lequel ont leur place ceux qui ont voté pour les listes écologistes, dont les responsables à Paris ont fait savoir que nous avions, eux et nous, un adversaire commun la majorité de droite sortante. C'est dans ces termes, avec cet esprit d'ouverture, que nous devons nous adresser aux uns et aux autres, parce que nous ne sommes pas de vulgaires ramasseurs

de suffrages sans scrupules, à l'instar de la droite, mais parce que, être la gauche, c'est vouloir le dialogue, c'est avoir le sens du vrai pluralisme politique.

tous ceux qui ont fait vaciller ce régime

C'est aussi parce que l'unité, c'est bien sûr le fait que nous soyons tous présents à cette tribune, et pas seulement les organisations politiques mais aussi les organisations syndicales, c'est aussi le rassemblement de tous ceux qui ont été exploités, humiliés, exclus, mutilés par la société dans laquelle nous vivons. Ce sont tous les travailleurs pour qui Chirac et Poniatowski ont signifié la répression policière publique et privée chaque fois qu'ils entraînent en lutte et pour qui d'Ornano et le ministre de l'Industrie qui n'a pas pu ou pas voulu enrayer le chômage. Ce sont — ce n'est pas parce qu'on est à Paris qu'il faut l'oublier — les paysans que Chirac a toujours considéré comme une clientèle électorale qu'on paye mais dont on ne garantit pas l'avenir dans la dignité. Ce sont les jeunes ballottés de réforme en réforme qui, lorsqu'ils ne pourront plus s'inscrire à l'École ou à l'Université, pourront toujours s'inscrire au chômage. Ce sont ceux — syndicalistes ou soldats du contingent, pour qui le nom de Chirac restera toujours attaché à l'incarcération pendant des mois de leurs camarades, avec le plus pur arbitraire, ravalant la France au rang des nations les plus antidémocratiques, parce qu'ils avaient réclamé le droit le plus élémentaire et le plus précieux, celui de s'organiser comme ils le voulaient. Ce sont les travailleurs de l'Etat, des services publics, de la police, de la magistrature, qui ne veulent plus servir aveuglément cet Etat au service d'une classe possédante, cet Etat dont Chirac rappelait encore il y a quelques jours qu'il devait être fort et autoritaire. Ce sont les femmes, qui n'ont droit qu'aux aumônes du pouvoir, parce qu'il y a des élections, et pour qu'elles restent, bien sagement, OS à la maison, mais chômeuses en ville. Ce sont nos camarades de travail et de combat, les travailleurs immigrés, bons pour le service du capital, mais interdits de tous droits politiques. Ce sont les habitants de nos quartiers, qui ne veulent plus d'un avenir coincé entre le béton, des autoroutes et la camelote nucléaire américaine dont, même les Américains ne veulent plus tant elle est dangereuse pour les travailleurs comme pour la population, ceux qui ont découvert, à travers la contestation écologique, les méfaits de notre société.

Ce sont tous ceux qui se sont dressés dans leur lutte contre la politique de la droite, dont les rangs n'ont cessé de grossir, ce sont tous ceux-là qui ont fait vaciller ce régime, qui font que ses dirigeants sont aux abois.

[...] Mais, bien sûr, si nous voulons les chasser, ce n'est pas pour recommencer à notre manière à saccager et à diriger autoritairement la ville. Ce que nous voulons, c'est d'abord rendre Paris, rendre ses arrondissements et ses quartiers, à ceux qui y vivent et y travaillent. A la majorité

sortante nous disons : avec vos banques et vos promoteurs, vous avez voulu faire de Paris la citadelle de la classe possédante, vous avez voulu en chasser les familles populaires avec vos mètres carrés aux prix prohibitifs, vous avez voulu en chasser la classe ouvrière, les travailleurs de l'industrie et de l'artisanat, avec vos surfaces de bureaux, dont combien d'inoccupés, vous avez fait des profits insensés avec des biens gratuits, qui nous appartiennent à tous sans partage, l'air et la lumière, sur les bords de la Seine, à Ménilmontant et à Belleville, à Montmartre... Nous voulons que cela cesse ! Tel est l'objectif de notre contrat municipal. Et nous devons dire à tous ceux qui veulent pouvoir vivre dans leur ville qu'il n'y aura plus de quartiers d'où les enfants sont rejetés, où les personnes âgées n'osent plus traverser une artère, où l'on refuse les lieux de rencontre et, nous ne voulons pas de la menace nucléaire à Nogent, à 100 km de Paris. Nous voulons reconsidérer l'aménagement de Paris et de la région parisienne, non pour les besoins du profit, mais pour l'épanouissement de chacun. C'est cela qui se nomme un combat anticapitaliste.

Mais cela ne se fera pas s'il n'est pas donné aux travailleurs, aux familles populaires de Paris, de reprendre le contrôle de la ville. Voilà plus de 100 ans que le peuple de Paris est mis sous tutelle. Il ne reconquerra sa ville que s'il acquiert le pouvoir. Cela veut dire, bien sûr, qu'il ait des élus qui le représentent vraiment. Mais cela veut dire aussi que la vie démocratique s'installe dans nos arrondissements et nos quartiers. Que soient élues de véritables municipalités d'arrondissement. Que, dans chaque quartier, les associations, les groupes, les partis, les syndicats puissent disposer librement de lieux pour exercer leur activité qui servent en même temps pour permettre la rencontre, la discussion, entre tous. Que les travailleurs immigrés puissent prendre toute leur place dans le débat démocratique. Voilà ce que propose le contrat municipal. Mais tout ne dépendra pas simplement de ceux qui l'ont conclu. C'est à vous tous, travailleurs, habitants de Paris, d'agir, de vous organiser, comme vous l'avez déjà fait dans de nombreux quartiers, pour ne pas laisser à d'autres le soin de décider pour vous, mais pour intervenir dans les décisions, contrôler leur application et y compris contrôler vos élus. C'est cette extension de la démocratie par le contrôle quotidien qui va dans le sens de ce que nous appelons l'autogestion, c'est-à-dire tout simplement la possibilité d'exercer nous-même et à tous les niveaux le pouvoir.

demain le pouvoir

Seulement, pour que cette lutte contre le pouvoir de l'argent se développe, pour que nous ouvrons ces nouveaux espaces à la vie démocratique, il ne nous suffira pas de l'emporter dans les communes. C'est nécessaire, parce que nous serons plus forts — et nous sommes depuis dimanche dernier déjà beaucoup plus

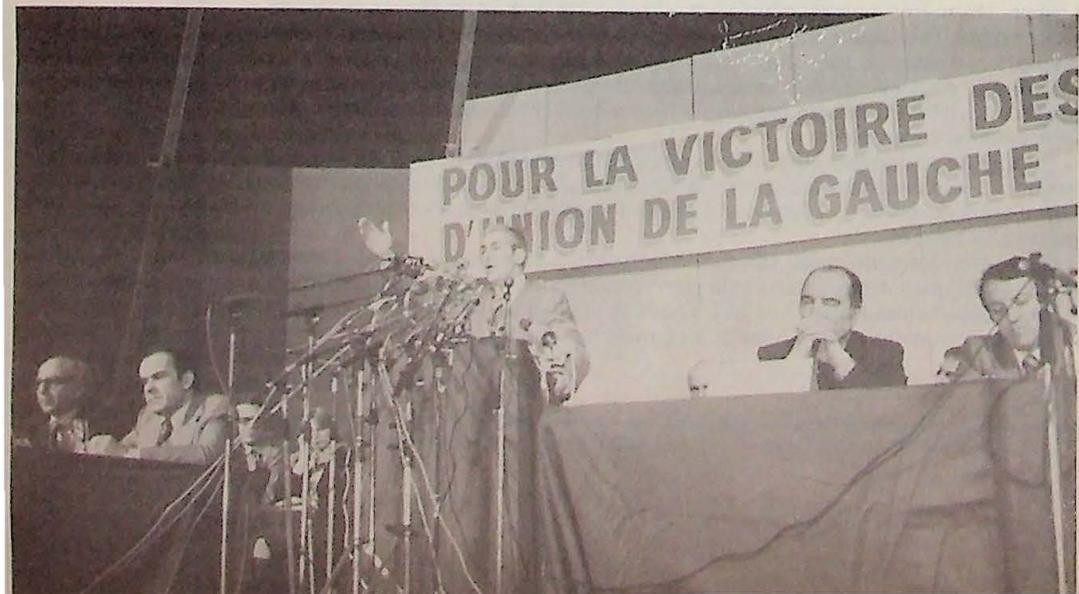


Photo Maillac

forts. Mais ça ne suffira pas. Nous savons bien qu'il nous faudra aussi emporter la victoire aux prochaines élections législatives. Or, pas plus qu'à Paris le problème ne peut être seulement de remplacer des élus par d'autres, pas plus nous n'entreprendrons la construction d'une autre société en nous contentant de changer la majorité parlementaire et de permuter les équipes gouvernementales. De même qu'ici, à Paris, nous voulons vous rendre le pouvoir, de même pour l'ensemble du pays, c'est de chacun d'entre nous et de notre mobilisation collective que dépendra la possibilité d'entreprendre les ruptures nécessaires avec le capitalisme et de nous acheminer vers le socialisme. Regardez-les, ceux qui ont l'impudence de nous parler de péril collectiviste. Regardez la conception

qu'ils ont, eux, de la collectivité : des citoyens passifs, qui rencontrent les matraques dès qu'ils bougent, une majorité qu'ils veulent silencieuse, et qu'ils essayent d'abrutir par la manipulation des moyens d'information, des millions de travailleurs qui sont d'anciens, d'actuels ou de futurs chômeurs. Nous, nous voulons une collectivité d'hommes libres, vraiment égaux, responsables qui ont le droit à la parole et qui la prennent. C'est pourquoi, en vous appelant à voter pour la gauche, nous ne vous invitons pas à nous abandonner vos responsabilités. En mettant dimanche le bulletin de la gauche unie dans l'urne, vous montrerez que vous êtes des femmes et des hommes debout, décidés à affirmer que vous êtes dès aujourd'hui la majorité et que vous voulez être demain le pouvoir. ■

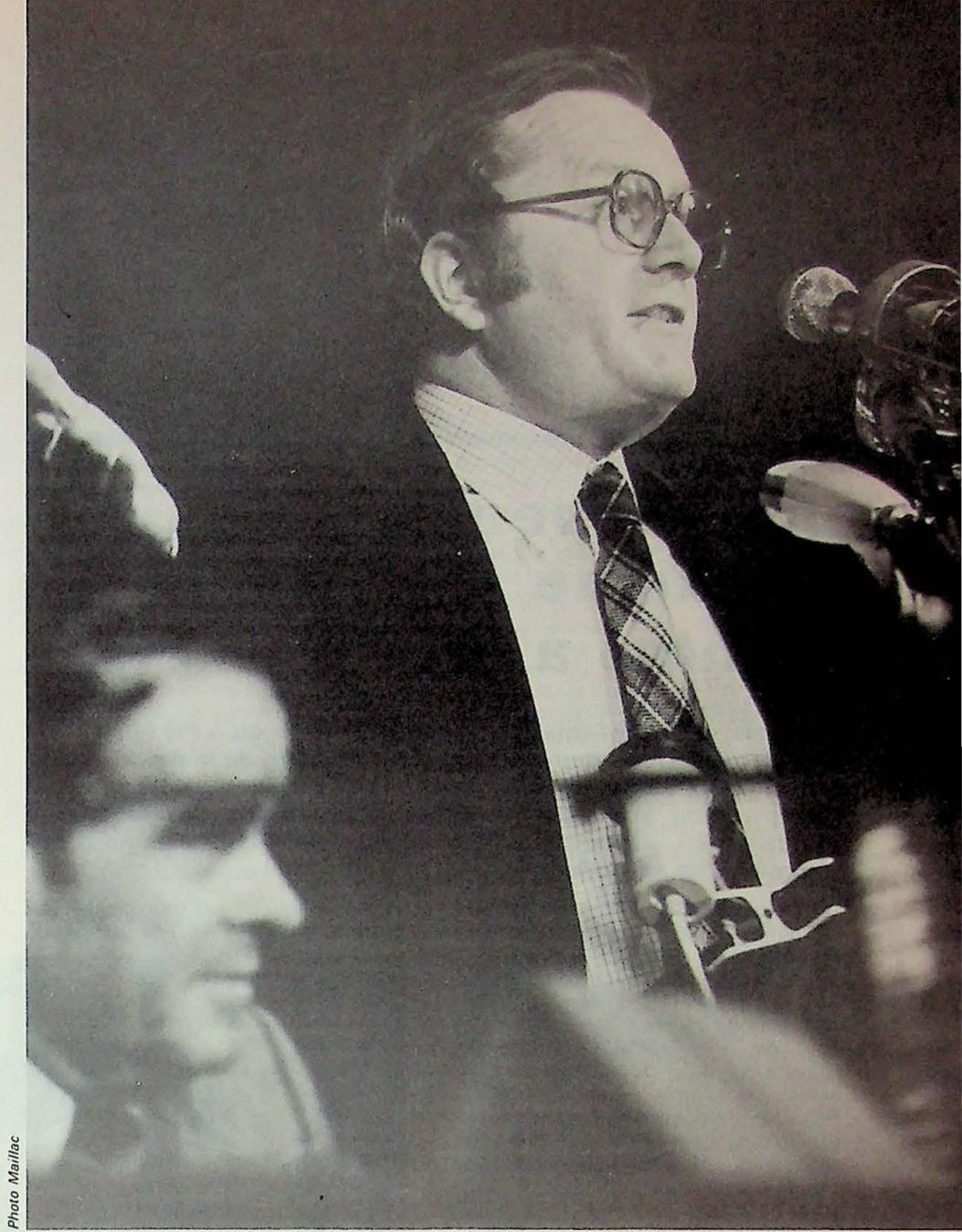


Photo Maillac

extrême gauche : une percée électorale ?

Le 13 mars dernier, les listes « pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs » constituées par la LCR, LO et l'OCT ont-elles réalisé une « percée sans précédent » exprimant une « défiance ouvrière envers le PC et le PS » comme l'affirme le bureau politique de la LCR ? Faut-il en déduire que la politique adoptée par le PSU est « peu probante » comme l'écrit *Libération* ? L'extrême gauche à trop souvent manifesté un goût immodéré pour les proclamations triomphalistes et les jugements péremptores, régulièrement démentis par les faits. En va-t-il différemment aujourd'hui ?

La LCR, LO et l'OCT étaient présents dans une trentaine de villes de plus de 30 000 habitants. Dans une dizaine d'entre elles, les listes d'extrême gauche obtiennent des résultats inattendus : de 6,50 % à 12 % des voix ; en revanche dans une dizaine d'autres leur pourcentage varie de 1,3 % à 3,40 %. Résultats particulièrement disparates qui, de toute évidence, ne traduisent pas un courant national, et qui appellent une analyse détaillée.

Une remarque s'impose d'emblée : dans toutes les villes (sauf Rouen il est vrai) où l'extrême gauche obtient plus de 6,50 % des voix, le PSU était totalement absent de la bataille électorale (alors qu'il avait précédemment, dans certains cas, obtenu de bons résultats) ; en revanche dans toutes les villes (sauf Villeurbanne) où l'extrême gauche obtient ses plus mauvais résultats, le PSU était présent soit sur des listes communes avec des organisations de l'union de la gauche, soit sur des listes autogestionnaires. Faut-il en conclure que l'extrême gauche a tout simplement

drainé vers elle l'électorat du PSU, là où notre parti a commis l'erreur d'être absent de la bataille ? C'est probablement en partie vrai, encore que cette explication soit, on le verra plus loin, insuffisante. En tout cas cette première observation dément les assertions de *Libération* sur le caractère « peu probant » de la politique du PSU : elle démontre au contraire que les travailleurs qui nous font confiance ont parfaitement compris notre démarche, qu'ils ne l'ont nullement désavouée ni interprétée comme un ralliement pur et simple au Programme commun et à l'union de la gauche.

défiance envers le PC

1°) Dans les banlieues « rouges » où l'hégémonie du PC est de longue date écrasante (Venissieux, Aubervilliers, Noisy-le-Sec, Saint-Ouen), l'extrême gauche obtient entre 6,72 et 9,50 % des voix. Ces résultats, nous le savons par expérience, traduisent une « défiance » ambiguë envers le PC. Il suffit pour s'en convaincre de

constater qu'à Saint-Ouen la liste d'extrême gauche était la seule opposition à la liste d'union de la gauche (qui obtient 90,51 %) et n'a probablement pas recueilli que des voix « révolutionnaires ».

désaveu du PS

2°) Dans les villes où le PS a modifié ses alliances depuis 1971 (où il était allié aux centristes) et où, en 1977, c'est un socialiste qui mène la liste d'union de la gauche, l'extrême gauche obtient ses meilleurs résultats. C'est le cas d'Orléans, de Montbéliard, de Nancy, de Caen, etc., où de surcroît le PSU était absent de la consultation (quand il est présent, comme à Lille, le score de l'extrême gauche est plus faible). Une partie significative de l'électorat populaire a probablement, en votant pour l'extrême gauche, voulu exprimer sa défiance à l'égard du leadership du PS, en raison de ses compromissions passées avec la droite.

En effet, dans des cas analogues où finalement l'accord entre le PC et le PS n'a pu se réaliser et où ces deux partis ont présenté chacun leur propre liste, l'extrême gauche ne réalise plus que des résultats très faibles (1,3 % à Marseille, 2,3 % à Villeurbanne). La « défiance » des travailleurs s'est alors traduite... par un vote pour la liste du PC (allié au PSU à Marseille). Il s'agit donc bien, pour l'essentiel, d'une défiance à l'égard du PS, là où ses prétentions à l'hégémonie sont jugées illégitimes.

Les autres résultats des listes d'extrême gauche se répartissent en deux groupes :

1°) quand le PSU ou les écologistes sont présents sous une forme ou une autre, les listes LCR-OCT-LO obtiennent en général moins de 3,50 % des voix (le plus souvent entre 1,4 % et 3,3 %), Lyon (5,50 %) et Strasbourg (4,9 %) faisant exception.

2°) quand le PSU ou les écologistes sont absents, les listes d'extrême gauche obtiennent entre 4 % et 5 % des voix.

les fruits de l'union

Force donc est de constater que la percée électorale de l'extrême gauche, là où elle se réalise, a une portée singulièrement plus limitée que ne le prétendent la LCR, LO et l'OCT. Il reste qu'en présentant un front électoral uni ces organisations ont réussi, dans un certain nombre de cas, à sortir du ghetto groupusculaire dans lequel ils demeuraient confinés, et à cristalliser une certaine « défiance » populaire à l'égard d'un PS dont le passé n'est pas toujours oublié.

Il s'agit là, sans aucun doute, d'un événement significatif, mais qui risque fort de demeurer sans lendemain en raison des limites inhérentes au « programme » et à la démarche politique (susciter la « défiance ouvrière à l'égard du PC et du PS ») de la coalition LCR-LO-OCT.

Léo GOLDBERG ■

une étape décisive, à gauche comme à droite

Une éclatante confirmation, c'est d'abord ce qu'a été le second tour des élections municipales. Confirmation de la percée de la gauche. Confirmation des lézards dans le bloc conservateur. Confirmation aussi de l'impatience croissante des électeurs « centristes », « jobertistes » et autres marginaux à l'égard du régime et de sa politique...

Dès mardi, Michel Durafour (qui se dit ministre délégué aux Finances) et Françoise Giroud (Médaille-Messieurs, bonsoir, comme on dit dans le 15^e) ont présenté leur démission de membres du gouvernement au Président de la République. Démission refusée — pour le moment. Les autres ministres battus, Haby, Brousse, ont négligé d'en faire autant (ils n'ont guère de carrière de rechange), mais les rumeurs de remaniement vont bon train, à leur sujet notamment.

Cette situation illustre bien, tout à la fois le désarroi de princes qui nous gouvernent et la faillite de l'aile « centriste » de la majorité. Qu'il s'agisse en effet des modérés depuis longtemps classés comme « favorables à la majorité », de la branche radicale ou des prétendus « sociaux démocrates », lesdits centristes mordent abondamment la poussière : Villeurbanne, Mâcon, Nantes, St-Etienne, Béziers, Bourgen-Bresse, Noisy-le-Grand sont ainsi venues, au second tour, s'ajouter à la liste des villes perdues par l'aile « libérale » et « réformatrice » de la droite au premier tour : La Ciotat, Sevrans, Montluçon, Villeneuve-St-Georges. Même ceux qui passent — comme Lecanuet, Abelin et Médecin perdent beaucoup de plumes, par rapport aux scrutins de ces dernières années. Un grand nombre d'électeurs centristes — et aussi de jobertistes — est finalement tombé à gauche, au deuxième tour.

Si ceux-là sont les principaux vaincus, RPR et RI peuvent se donner la main pour le reste, puisqu'au second tour les premiers — qui, il est vrai, gardent Paris — perdent Créteil, Antony, Poissy, Gagny, Chelles, Chambéry, Hyères, Tourcoing, les giscardiens perdant pour leur part Bourges et Montpellier, cependant que leurs leaders d'Ornano, Chirac et Dominati échouent à Paris.

la gauche a mobilisé

C'est que la progression de la gauche enregistre un nouveau bond en avant d'un tour à l'autre. Selon les calculs du service électoral de l'AFP, si l'on considère les 64 villes de plus de 30 000 habitants dans lesquelles il y avait ballottage (1), dans ces villes : — F. Mitterrand au 2^e tour de 1974 obtenait 48,4 % des suffrages exprimés ;

— Au 1^{er} tour de ces municipales, la gauche obtenait 46,1 % des voix



les municipales, le PS et nous

On sait déjà que, si le PSU n'a pas été présent dans la bataille de certaines villes, c'est en raison d'une opposition irréductible d'échelons locaux du PS, ou de propositions qu'il savait inacceptables.

Deux mois avant les municipales, la situation était encore pire. Le bon sens, le pifomètre ou les sondages aidant, un certain nombre de cas de ce genre purent être résolus à temps. Par exemple à Strasbourg, Reims, Besançon. Dans les deux derniers cas, la victoire arrachée dès le premier tour peut difficilement être expliquée sans l'apport du PSU. De même que dans un certain nombre de villes où le PSU a joué un rôle moteur, du point de vue tant de l'électorat que du programme.

Dans d'autres villes, le PS s'est montré inflexible, comptant sans doute sur un report automatique de voix au 2^e tour. Bien sûr, lorsqu'il

(dont 2,1 % pour l'extrême gauche), et les listes écologistes 3,9 % : — Au 2^e tour, la gauche totalisait 51,1 %.

La progression est donc sensible, non seulement depuis 1974, mais même entre le 13 et le 20 mars 1977 : la gauche a su mobiliser à son profit, notamment parmi les abstentionnistes du premier tour.

Cette mobilisation permet à la gauche de contrôler aujourd'hui 158 municipalités de plus de 30 000 habitants (soit 70 % d'entre elles), 80 au profit du PS, 73 au profit du PC (le reste étant radical de gauche ou divers gauche). Elle a aussi permis au PC de démontrer sa capacité à gagner, même sur un électoral modéré, alors que beaucoup doutaient de la possibilité pour une liste de gauche de l'emporter dès lors que

sa tête de liste était communiste (Saint-Etienne, Le Mans, Béziers, Bourges, Poissy, Chelles, Gagny, Antony, Grasse ont prouvé le contraire. Et à Nice, il ne s'en est fallu que de 322 voix, dans le secteur de Médecin...

Une discipline renforcée des électeurs de gauche — même si, à Marseille notamment, les bavures existent toujours — une poussée globale de la gauche (et non pas du seul PS), la conquête de l'Ouest largement entamée, l'implantation du PSU au sein des municipalités considérablement renforcée, l'extrême-gauche et le mouvement écologique présents et actifs : comment ne pas se féliciter du travail accompli, et ne pas se réjouir de ces résultats ?

un point de départ

A partir d'eux, les données de la vie politique peuvent se trouver modifiées. Du côté du pouvoir, où la relance du projet de scrutin proportionnel est d'ores et déjà publiquement faite par les centristes, et soutenue en sous-main par les giscardiens, et où, par ailleurs, Chirac dispose, avec Paris, d'une base de « contre-pouvoir » non négligeable par rapport à Giscard. Du côté de la gauche aussi, où le réformisme officiel aura de plus en plus de mal à s'enfermer dans le ronron du Programme commun, après une campagne et un scrutin où le poids de l'écologie, de l'autogestion, du socialisme s'est aussi clairement fait sentir. C'est dire que, dans l'indispensable confrontation au sein du mouvement ouvrier, comme dans l'affrontement avec le pouvoir, ces municipales ne seront qu'un point de départ.

Gilbert HERCET ■

(1) En excluant Paris 8^e et 16^e (où il n'y avait qu'une liste), Clichy (où il n'y avait pas de liste de droite) et Le Cannet et Mulhouse (où il n'y avait pas de liste de gauche).

reports de voix au second tour de l'électorat « critique » se feraient d'autant mieux que le PSU serait sur la liste, ce qui supposait qu'il y soit au premier tour. Exemple type : le 3^e secteur de Toulouse.

Alain Savary, espérons-le, félicitera comme il se doit les dirigeants socialistes toulousains à la largeur d'esprit desquels il doit probablement son échec. De même qu'il invitera ses dirigeants nationaux à méditer sur les conséquences de déclarations du type de celles de Rocard (sur le PSU « moribond » dans les Yvelines). Puisque l'ancien secrétaire national du PSU continue à s'intéresser de très près à ce département, on lui signalera que, de son temps, le PSU n'y avait pas autant d'élus qu'en 1977. Et surtout, comme on n'est pas au bout des consultations électorales, que certains jeux floraux à la toulousaine se terminent mal.

briser la chaîne

six mois de plan Barre : un triste bilan

« Le gouvernement doit maintenant faire tout le nécessaire pour gagner l'adhésion et la confiance des Français, indispensables au succès de la lutte contre l'inflation », ainsi s'exprimait Giscard d'Estaing, le 22 septembre 1976, donnant sa bénédiction au plan de lutte contre l'inflation de Raymond Barre. Six mois ont passé et l'inflation n'est pas jugulée.

Le niveau d'augmentation des prix, fixé à 6,50 % est largement dépassé, atteignant, si l'on se réfère à l'indice officiel, 8 à 9 %. Selon l'indice CGT, l'inflation court autour de 11 à 12 %. La thérapeutique du professeur Barre a échoué. Non seulement, les prix galopent toujours, mais, de plus, les mesures en tout genre prises depuis septembre ont aggravé le chômage, les conditions de travail et réduit le pouvoir d'achat des travailleurs.

Le blocage des prix pendant trois mois (jusqu'au 31 décembre) est resté lettre morte pour la plupart des produits et services. Relayant cette disposition, était programmé au 1^{er} janvier l'abaissement de 2,4 points du taux dit « normal » de la taxe à la valeur ajoutée (TVA) qui descendait ainsi de 20 à 17,6. Là encore, la mesure se traduisait par un échec puisque le gouvernement ne put faire mieux qu'un 0,3 % très contestable à la fin janvier.

une véritable escroquerie

En janvier en effet a été appliqué le « lissage » des prix de certains fruits et légumes frais alors en très forte augmentation (18 % selon l'Institut de la statistique, 23 % selon la CGT). La pratique du « lissage » a été introduite en octobre dernier. Elle consiste à étaler sur l'année les variations de prix les plus importantes dans le calcul de l'indice. Ceci constitue une véritable escroquerie, escroquerie dénoncée par les syndicats et certaines associations de consommateurs. Le gouvernement se défend en rappelant que cette pratique est également valable en cas de baisse des prix. Or, des baisses de prix, il n'en apparaît pas souvent.

Bloqués jusqu'au 1^{er} avril, les tarifs publics vont connaître une série de coups de pouce, gravement préjudiciables même s'ils doivent s'inscrire dans la limite des 6,50 %. La hausse des « prix » PTT et SNCF est déjà programmée. Dans la foulée suivra notamment le relèvement du ticket modérateur pour un certain nombre de médicaments. Il se dit à l'INSEE que l'indice devrait être de l'ordre de 0,8 % pour chacun des trois mois qui viennent.

Quant au prix à la production, qui font en principe l'objet d'une réglementation précise, ils connaissent pour certains d'entre eux une flambée. C'est le cas dans la chimie et l'habillement. L'administration signe des contrats de « modération » avec des syndicats patronaux. Leur contenu va bien au-delà de la réglementation générale des prix

à la production. Autant de brèches dans un dispositif déjà passablement perméable.

record de chômage

Ainsi, l'inflation n'est pas stoppée : le patronat restaure ses marges de profit érodées par les luttes depuis dix ans. Touché aussi par les luttes tiers-mondistes pour la récupération et la disposition des matières pre-

mières, le patronat est conduit pour ces deux raisons à restructurer son dispositif général d'investissement. Cette restructuration s'opère par le quasi blocage des salaires dans la limite de 6,5 % (dénonciation de la politique contractuelle, non respect de la loi sur les conventions collectives), d'autre part le « dégraissage » (accroissement de la productivité, chômage total et chômage partiel).

Officiellement, il y a 1 055 000 chômeurs au 28 février dernier (1 449 000 si l'on applique les normes, plus près de la réalité, fixées par le Bureau international du travail (BIT)). Ce chiffre constitue un record absolu. De plus, l'accroissement du chômage à cette période est rare : en général, y compris aux heures les plus dures de 1975, on enregistre une reprise de l'emploi.

Indice d'aggravation de la situation : 58 % des demandeurs d'emploi étaient à la recherche d'un poste depuis plus de trois mois fin janvier, contre 47 % en novembre. Pourtant, le gouvernement par l'entreprise de son ministre du Travail Christian Beullac tente de prouver le contraire (voir article du « journaliste » Beullac dans *Le Monde* du 18 et du 19 mars). Peu de temps auparavant, il développait devant l'Organisation européenne (OCDE) les

axes de la politique française : « on doit accepter que, dans la phase de redéploiement et de réadaptation des économies occidentales, les flux (de passage au chômage) augmentent et qu'un grand nombre de Français soient amenés pour une période transitoire à rechercher un nouvel emploi ».

Le chômage est officialisé ; il devient une exigence des temps modernes et demeure le plus fort moyen de pression sur les salaires. Raymond Barre, qui modèle son plan au fil des échecs, a recouru à de vieilles chimères, elles aussi « abandonnées » par le VII^e Plan. Il s'agit de la mobilité, pouvant aller jusqu'à l'émigration. Mobilité de l'emploi, mobilité sectorielle, mobilité géographique : or, le chômage est partout...

Le plan Barre, c'est tout cela. C'est aussi, au niveau de son échec, l'incapacité de rétablir les équilibres sacrés, commerce extérieur, budget. Loin de se résorber, le déficit du commerce extérieur aligne consciencieusement ses milliards de francs. Il devrait atteindre vingt milliards de francs à la fin de 1977. Pourtant, 10 milliards ont été « versés » aux exportateurs par le canal de prêts à taux réduits. En un an, le déficit à l'égard de l'Allemagne fédérale a doublé. Il est particulièrement important avec tous les pays capitalistes développés.

six mois d'appauvrissement

Le budget, lui, apparaîtra avec un déficit probable de l'ordre de dix milliards en 1977, dix milliards que le gouvernement tentera de prendre dans la poche des travailleurs. Le franc lui-même ne donne guère l'impression de réussite du plan. Pourtant, Raymond Barre fait ce qu'il faut pour maîtriser la croissance des salaires. Mais à vouloir être trop orthodoxe, on finit par laisser ses meilleurs amis. D'Antoine Pinay en Giscard d'Estaing, de Giscard d'Estaing en Raymond Barre, ce sont toujours les mêmes recettes archéo-capitalistes de lutte contre l'inflation. Rien d'étonnant dès lors que des patrons, en nombre croissant, se tournent vers les « experts » de la gauche, vers ceux du Parti socialiste tout particulièrement, afin d'éloigner le spectre d'un débordement social trop radical.

Autre conséquence du plan Barre : la production intérieure française plafonne au niveau atteint en septembre dernier, un plafond qui rejoint celui du printemps 1974. Ces résultats de janvier 1977 ne tiennent pas compte d'un secteur primordial : le bâtiment et les travaux publics, où tout ne va pas pour le mieux. Selon les prévisions de la Banque de France, la production intérieure ne devrait guère croître au cours du second trimestre 1977.

Voilà. Six mois de plan Barre, six mois d'appauvrissement pour la masse des travailleurs, d'enrichissement pour une minorité. « Je ne crois pas que le gouvernement doive en tirer les conséquences pour l'action de redressement économique et financier qu'il conduit », affirmait dernièrement cynique, l'homme de Giscard d'Estaing, l'homme du capital, Raymond Barre.

Michel CAMOUIS ■



PTT : soigner le travail ?

Lors d'une réunion paritaire du Bureau international du travail convoquée le 3 mars dernier pour examiner les conséquences des progrès techniques dans les postes et télécommunications, plusieurs constatations étaient faites concernant une vingtaine de pays. On peut en retenir quelques-unes qui situent bien les grands problèmes des travailleurs des PTT à l'heure actuelle.

« L'accroissement général du trafic dans les postes et télécommunications ne s'est pas accompagné d'une augmentation du personnel employé, notamment en raison de l'automatisation intervenue dans de nombreux secteurs : centres de tri postaux, centraux téléphoniques, services financiers et comptables utilisant l'ordinateur [...] La productivité s'est considérablement accrue : [...] en France, on comptait, en 1966, 32,6 employés pour 1 000 lignes téléphoniques ; en 1975, ce nombre n'était plus que 17,7 [...] Par ailleurs, la recherche de la rationalisation et de la compression des coûts risque de se traduire par alourdissement de la charge individuelle de travail. D'une manière générale, les tâches, même allégées, sont devenues plus anonymes, impersonnelles. Ces professions, autrefois marquées par l'importance des relations humaines, ont perdu très souvent, du fait de l'automatisation, une partie de leur intérêt. »

Ce tableau, assez général, situe l'évolution du travail aux PTT. Comment le vivent exactement les travailleurs ? Voilà une question à laquelle peu d'études répondent. Pour appréhender les effets des conditions de travail sur

le développement de la personnalité, sur les loisirs, les rapports sociaux et la santé, les réponses manquent. L'ergonomie, science théoriquement chargée d'apporter ces réponses, est le plus souvent orientée vers le souci de relever la productivité. « Dans la conception scientifique de l'organisation du travail et notamment par les adeptes de Taylor, le travailleur est considéré comme un composé rudimentaire de flemme et d'appétit du gain. » C'est ce qu'estime le syndicat CFDT des PTT de Rennes.

l'ergonomie, science de la productivité

Voilà pourquoi, il s'est donné les moyens de mieux étudier le rapport entre santé et conditions de travail. Il a chargé une équipe de médecins : l'Association pour une médecine au service de la population de l'Ouest (AMSPO), d'étudier les réponses à une enquête réalisée par le syndicat parmi le personnel des chèques postaux, de la Caisse nationale d'épargne, du centre de contrôle des mandats, de l'agence comptable régionale (1).

élections professionnelles : la CFDT progresse

La « grande grève » des PTT remonte à octobre 1974. Certes, « Giscard n'alla pas au tri, ni Anne-Aymone au téléphone » comme le criaient les manifestants. Le mouvement buta sur les premiers pas de la politique d'austérité. Pourtant il s'est poursuivi de façon différenciée dans de nombreux services, notamment dans les centres de tri, les chèques postaux et les télécommunications. De nombreuses grèves ont ponctué le désir d'améliorer les conditions de travail, de diminution des horaires, et bien sûr de meilleures rémunérations. Comme en 1974, la CFDT et dans une moindre mesure la CGT se trouvaient aux avant-postes de ces luttes. C'est pour cette raison que les résultats des élections professionnelles qui ont eu lieu le 9 mars méritaient attention. Allaient-ils sanctionner, comme cela arrive parfois, une certaine combativité ? Ça n'a pas été le cas.

Sur 270 500 suffrages exprimés dans ce scrutin national touchant l'en-

semble des catégories de personnel titulaire (ayant lieu tous les trois ans), les pourcentages obtenus se décomposent ainsi : CGT : 41,5 % (+0,4 %) ; CFDT : 19,8 % (+1,8 %) ; FO : 25,5 % (-1,4 %) ; CFTC : 4,8 % (-0,2 %) ; FNT : 4 % (-0,11 %) ; CGC : 1,7 % (-0,2 %) ; CFT : 1,6 % (+0,3 %) ; FNSA : 0,9 % (-0,8 %). Il faut surtout noter que la CFDT fait un nouveau bond en avant avec 9 000 suffrages de plus qu'en 1974. Depuis 1968, elle est la seule organisation syndicale à avoir régulièrement fait progresser son influence : +2,1 % en 1971 ; +0,4 % en 1974 et 1,8 % cette année. Par contre FO régresse régulièrement. Il faut voir là la sanction de son attitude de collaboration avec la direction. Les autres organisations font figure de groupuscules...

Engagée dans de nombreuses actions communes avec la CGT, la fédération des PTT-DFDT estime que « le syndicalisme de classe sort vainqueur » de ces élections. ■



D.R.

Les 274 réponses, soit 30 % des effectifs, sont significatives du milieu. 246 ont été remplies par des femmes, 28 par des hommes. Les questions portaient essentiellement sur les conditions de vie et de travail, leurs conséquences sur la santé (quels types de troubles ?), le rapport à la médecine du travail et au médecin traitant. Malgré les limites de l'échantillon, la fréquence des troubles relevés : mal au dos, maux de tête, de reins, vertiges, troubles digestifs, visuels, de mémoire ou d'attention est impressionnante. Quelles conclusions en tirer se demandent les médecins ? « Est-ce le type et la nature du travail, et tout particulièrement le manque d'intérêt total des tâches effectuées sous un impératif de rendement ? Est-ce surtout la condition de la femme qui travaille avec les obligations de sa maison, de ses enfants... ? » Il semble bien qu'il y ait un effet cumulatif. Les femmes vivent deux fois leurs soucis : ceux du travail à la maison et ceux de la maison au travail.

Autre révélation de cette enquête : les femmes des chèques donnent plus souvent naissance à des prématurés ou à des enfants de moins de 2,5 kg que la moyenne de la population féminine nationale. Il est souvent mal venu de parler de ce problème. On ne veut pas voir de relation de cause à effet. Pour les médecins de l'AMSPO « la raison de ce silence n'est peut-être pas seulement due à la difficulté de l'étude, mais aussi au fait qu'elle met plus ou moins en question le rôle de la médecine et de ses institutions : médecine du travail, législation du travail, pratique médicale « libérale » et hospitalière...

Ce questionnaire syndical fut d'abord jugé « indiscret » par de nombreuses travailleuses mais il a finalement suscité une certaine curiosité. On ne peut pas en dire autant du travail dans les PTT : 61 % des employés interrogés répondent qu'il est « sans intérêt », d'autres ajoutant : « bruyant », « mal climatisé », « fatigant », ou « cadences trop rapides » et « relations humaines difficiles ». Il s'agit bien là d'une remise en cause du contenu du travail lui-même. Beaucoup ne peuvent plus se satisfaire du duo infernal : corvée aliénante — compensation par la rémunération ou l'échelon hiérarchique. C'est un nouveau rapport au travail, à la santé et aux médecins qui transparait. A cet égard, des formules écrites ou recueillies lors des discussions sur le questionnaire sont significatives : « on ne peut parler des troubles et des malaises qu'on ressent ; les médecins n'ont pas le temps... Ils donnent plus facilement des tranquillisants que des arrêts de travail... Ils ne connaissent rien des conditions de travail. » Transparaît là toute une opinion sur la médecine et les conditions de travail.

Cette enquête amène le syndicat CFDT des PTT de Rennes à poser deux questions, sous forme d'alternative : ou on continue de « déshumaniser le travail pour une soi-disante rentabilité et on laisse croître le taux d'absentéisme » ou bien « on revoit la déqualification ». S'interrogeant sur l'implication des conditions de travail dans le coût de la médecine de soins, il affirme : « on peut continuer la politique des marchands de consultations et de médicaments pour entretenir la force de travail en feignant d'ignorer ce qui la détériore. On peut également faire le pari d'éviter de soigner en évitant les agressions qui provoquent la maladie. » La conclusion est finalement la suivante : n'est-ce pas le travail qu'il faut soigner ?

C'est d'ailleurs le sens des propositions de la CFDT qui revendique depuis des années d'autres conditions de travail aux PTT. Par l'amélioration du régime des pauses tout d'abord : « Les travailleurs soumis au rythme d'une machine, à un contrôle automatique du rendement, à un travail parcellisé et répétitif (saisies des données, indexeuses, trieuses, travail sur écran, etc.) doivent bénéficier de dix minutes de pause par heure en plus des pauses habituelles. » Par la réduction de la durée du travail : la CFDT revendique la semaine de travail de 35 heures en cinq jours et 32 heures pour les services pénibles. La revendication du « samedi libre » doit pouvoir être satisfaite. Il est en effet possible d'organiser les services permettant de donner deux jours de repos consécutifs tant réclamés par l'ensemble du personnel. »

pour une vraie médecine du travail

Une autre médecine du travail est également indispensable. D'après la législation (loi de novembre 1946 et décret de juin 1969), la médecine du travail existe légalement en France et a pour fonction « d'éviter toute altération de la santé des travailleurs du fait du travail » (2). Or l'Etat-patron qui devrait être le premier à appliquer la loi, s'y soustrait depuis 1946. Aux PTT, la médecine s'exerce sous trois formes : médecine statutaire de contrôle, médecine de prévention générale, médecine préventive spécifique. En fait elle a un rôle essentiellement répressif. Ainsi lorsqu'un chef de service conteste le bien-fondé d'un arrêt de maladie, il fait convoquer l'agent devant le comité médical. Faute de matériel adapté, la médecine du travail n'existe pas aux PTT. La médecine de soins garde l'exclusivité dans l'entretien de la santé des travailleurs. Pour changer cette situation la CFDT propose des mesures allant dans le sens

pêche : vie de marin, vie de chien

« Je vois dans cet accident le symbole des difficultés de la vie du marin, souvent mal comprise, pas toujours aidée et encouragée comme elle le mériterait. » C'est par ces paroles que Giscard d'Estaing, lors de sa visite en Bretagne, avait évoqué à Saint-Guénolé-Penmarch la disparition de trois hommes du chalutier guilviniste « Aspin », emportés par un paquet de mer, lors d'un chalutage de nuit (4 h du matin), alors que la mer était très mauvaise (coups de vent de force 8 et creux de 9 à 14 m). Pour le président de la République, la disparition de trois marins de l'« Aspin » est le symbole des difficultés de la vie : « C'est ainsi, c'est un sacrifice... Il n'est pas possible d'y remédier. »

L'Union des syndicats de marins-pêcheurs Sud-Finistère CFDT a pris publiquement position dans cette affaire, affirmant qu'il est trop facile d'expliquer les pertes de vies humaines en mer par la fatalité : elle rappelle le nombre de cinquante-huit

marins disparus en 1976, et l'augmentation constante des accidents du travail déclarés à bord : 3 594 en 1975, soit 17 % de plus que l'année précédente. Un marin sur dix est victime d'un accident du travail par an. Nos camarades du collectif Pêche-

d'une médecine tenant compte des conditions de travail.

Quelques exemples extraits d'un tract : « santé en péril » publié en mars par la fédération : « dans certains centres de tri nouveaux, l'isolation a été réalisée par « flochage » d'amiante. Ce procédé est néfaste à la santé, car les poussières d'amiante contenues dans l'air des bureaux sont cancérogènes. La CFDT réclame la suppression de l'enduit à l'amiante. Dans les bureaux gares, l'air est souvent malsain, surtout dans les salles de dépoussiérage. Nous demandons des études précises et leur communication aux syndicats et aux travailleurs. La présence d'infirmières est maintenant nécessaire dans les bureaux gares et dans les grands centres où il y a de plus en plus de femmes au tri. Le travail en égouts pour les agents des lignes présente des risques certains de contamination. Il faut augmenter les contrôles et reconnaître comme maladies professionnelles celles qui sont contractées par les agents y travaillant. Les centraux souterrains aggravent encore les conditions de travail à cause de la lumière artificielle continue, de la climatisation, du séjour en sous-sol. »

Etudes menées avec des médecins et publications des résultats voilà ce qui est nécessaire. C'est vers une médecine du poste du travail qu'il faut évoluer. Certains travaux ont des conséquences précises : ainsi le port du sac pour les préposés déforme la colonne vertébrale. Au lieu d'une application restrictive de la législation (en particulier dans le respect des droits des femmes enceintes), c'est un pouvoir réel de décision et une autre définition qu'il faut donner à la médecine du travail.

Ce problème ne se pose pas qu'aux PTT. Les licenciements de médecins de travail tentant d'exercer sérieusement leur travail, impartialement, montrent que le patronat a peur d'une remise en cause de la finalité, de l'or-

ganisation, du contenu du travail. L'Etat lui-même agit de la sorte puisque le médecin attaché à la Bibliothèque nationale a été mis à la porte sans préavis pour être allé se rendre compte auprès d'un de ses malades des conditions de manipulation de produits chimiques dangereux. Une grève a d'ailleurs eu lieu le 17 mars pour réagir contre ce mépris scandaleux de la santé des travailleurs.

La santé, dit-on, n'a pas de prix, les travailleurs se rendent compte chaque jour aux PTT comme ailleurs que le système capitaliste en fixe un pourtant : la rentabilité. Comme les employés de Rennes, beaucoup ne veulent plus perdre leur vie à la gagner...

Yves SPARFEL ■

(1) Santé-Conditions de travail, brochure à commander au syndicat CFDT des PTT, Cale de la Barbotière, 35100 Rennes.

(2) Cf. TS n° 715, p. 10 : « Seruiner la santé ».

Sud-Bretagne sont allés demander à Henri Guillou, permanent pêche de la CFDT, les raisons de cette situation.

des horaires effarants

« Pour les marins CFDT, les raisons essentielles de ces faits sont de trois ordres : L'attention est atténuée, vu la durée de travail anormale et le travail continu de nuit, sans compter la diminution des effectifs sur les navires (l'« Aspin » naviguait avec neuf/dix hommes à Concarneau, mais avec seulement sept, dont un mousse, au Guilvinec). La fatigue s'accumule consécutivement à la course aux rendements exigés des marins. Elle entraîne une diminution de la résistance physique. Enfin on continue de travailler par très gros temps, sur tous les navires y compris les classiques, dans le but d'effectuer une bonne pêche, compte tenu des baisses d'arrivages (meilleur prix sous criée).

Les gros armateurs et les pouvoirs publics portent l'entière responsabilité de ces causes : il n'existe pas de réglementation sur la sécurité des hommes, alors qu'elle existe pour la sécurité des navires. Les « affaires maritimes » n'ont pas suffisamment de moyens de contrôle.

Il n'existe pas de réglementation stricte sur la durée du travail, et le travail de nuit : 36-48-72 heures d'affilée, tels sont les horaires courants avec souvent une moyenne de 16 heures par jour. Les huit heures de repos obligatoires par jour ne sont pas appliquées. Comment ne peut-il pas arriver un accident à un marin dans ces conditions ?

salaires au rendement...

La rémunération est basée quasi-exclusivement sur le résultat de la pêche, ce qui oblige à produire, le plus possible sous la pression des patrons-pêcheurs, eux-mêmes soumis à l'intense pression des armateurs. En effet, les prix du poisson stagnent, provoquant une diminution de la rentabilité des navires et des gains des équipages. Les armateurs sont tentés d'y suppléer par une augmentation de la production. De plus,

les coûts de construction des bateaux causent l'endettement des armateurs artisans envers le Crédit mutuel maritime et obligent ceux-ci à des sorties de sept jours sur sept et par n'importe quel temps. La raréfaction des espèces due à l'anarchie dans les constructions de navires, impose aux petits bateaux, d'aller de plus en plus loin et donc de prendre des risques certains. La seule liberté, qui reste au marin, est celle de travailler plus pour maintenir son salaire, au risque de perdre sa vie !

La CFDT-pêche préconise quelques mesures : la réglementation obligatoire du travail de nuit sur l'ensemble des navires de pêche au large (registre d'heures, pouvoir de contrôle des Affaires maritimes) ; la création, dans chaque port, de commissions d'hygiène et sécurité ; l'amélioration de la qualité des informations météorologiques françaises, moins précises que celle de la BBC ; la satisfaction d'un ensemble de mesures générales posées par les fédérations syndicales, portant sur les cours, les importations, le système de commercialisation, le financement des navires... toujours refusées par les pouvoirs publics et les gros armateurs. ■

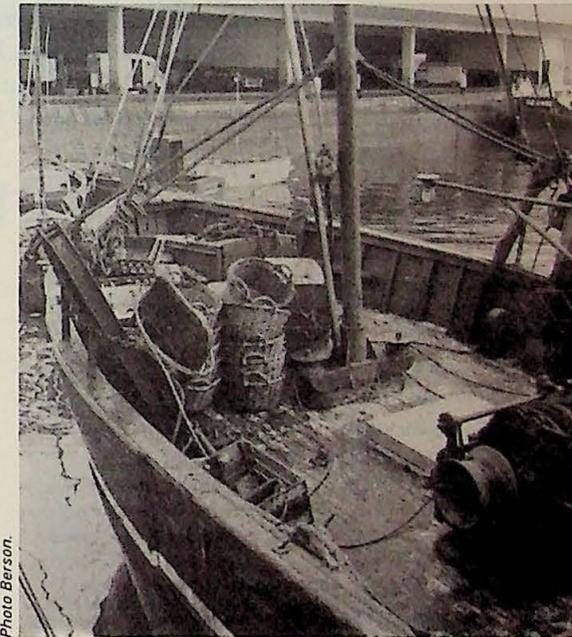


Photo Berson.

lettre d'un facteur à un journaliste

Dans un article, du quotidien *Le Monde*, daté du 20 et 21 février, Alain Faujas s'interrogeait sur les PTT : sur le pourquoi et le comment de manque de « vigueur et de rigueur » dans ce grand service public. Il y relève une kyrielle de maux qui font que le courrier arrive (très) en retard : la conscience professionnelle (le travail bien fait) se perd « les chefs de centre n'ont plus aucune autorité » (selon un cadre) ; « l'absentéisme s'accroît ». Un phénomène de ras le bol ?

Pour l'administration c'est la faute de la prétendue sous-qualification des employés. (On n'a pas oublié « le métier d'idiots » lancé par l'ex-ministre Lelong)... Poursuivant son analyse du problème, le journaliste laisse la parole au responsable de la CGT,

M. Viannet, qui, justement, dénonce le manque de personnel, les salaires très bas dans cette entreprise nationalisée que sont les PTT : 58 % des postiers perçoivent moins de 2 500 F par mois, ainsi que la mainmise de plus en plus vorace du privé sur le service postal (sans parler des télécoms convoitées ardemment par ITT-Thomson).

Il est très peu fait mention dans cet article dosé et nuancé des revendications des travailleurs et de leurs organisations syndicales qui figuraient déjà en grande partie lors de la grande grève de 1974 qui dura 45 jours. Actuellement ces revendications sont : salaire minimal à 2 500 F par mois ; semaine de 35 h étalées sur 5 jours ; créations de 50 000 emplois ; contrôle des affaires sociales par les

travailleurs. Ces revendications sont surtout défendues par la CFDT.

Terminant son papier, Alain Faujas fait entrer en jeu les usagers en se demandant si ces derniers ne devraient pas s'organiser pour contraindre l'actuel secrétaire d'Etat aux PTT, M. Norbert Segard, battu aux municipales à Lille, à sauver ce service public. On ne peut qu'être d'accord : postiers, usagers, solidarité, c'est-à-dire pour nous le contrôle populaire et le contrôle ouvrier en totale liaison.

Christian HERVE ■

Sur les PTT et la grève de 1974, lire : Des idiots par milliers, CFDT-PTT, Maspéro 1975.

les oubliés de chez Donval

Rosporden, petite ville de 6 000 habitants située à une vingtaine de kilomètres de Quimper, est connue pour ses conserveries, sa fabrique de produits d'entretien et son chouchou. Rosporden c'était aussi Donval manufacture de chaussures. Cette entreprise a, en effet, déposé son bilan en décembre 1975, et depuis cette date, les ouvrières (90 % du personnel) occupent les locaux, attendant une éventuelle solution. La commission entreprise de la section PSU de Quimper y a rencontré deux militants CFDT : Francine Guiban et Ginette Zicquel. Elles ont accepté de faire l'historique de leur lutte, de parler de leurs difficultés et de leurs espoirs.

« En 1969, Donval employait 620 salariés. La première vague de licenciements est arrivée en septembre de cette année-là 152 employées se sont retrouvées à la porte. En juin 1974, une nouvelle charrette de 120 sacrifiées était suivie d'un dépôt de bilan en août, menaçant les 320 emplois restants. La CFDT proposa alors une organisation démocratique de lutte : assemblées générales quotidiennes, commissions de travail, comités de lutte.

Matthieu le sauveur ?

A l'époque, il n'avait pas été possible de s'entendre là-dessus avec la CGT majoritaire dans l'entreprise. Pourtant, en septembre 1974, l'unité CGT-CFDT se réalise, contre les licenciements, et pour le déblocage nécessaire à la reprise.

En octobre, l'entreprise est occupée. En décembre les ouvrières se prononcent pour la relance par

M. Matthieu dit « le sauveur », acceptant 134 licenciements. L'entreprise reprend donc avec seulement 186 employés. Matthieu est un jeune PDG de 25 ans, propulsé par la fédération de la chaussure. Une campagne de presse se déclenche en sa faveur, le présentant comme un jeune loup dynamique.

En fait, ce jeune ambitieux, refusant d'écouter les ouvrières les plus anciennes, devra déposer son bilan après une année d'activité (décembre 1975). Depuis le 5 janvier 1976, les employées réoccupent l'entreprise. Pour certaines, la situation est absolument catastrophique : conjoint et enfants sont aussi en chômage, et si jusqu'à présent elles touchent les 90 %, elles envisagent leur avenir avec pessimisme...

Les pouvoirs publics ne donnent pas signe de vie : pour eux Donval, c'est fini... La CFDT apprend, en mars, par le syndic qu'il y a un acquéreur éventuel : M. Behar-Legall professeur de

sciences économiques à la Sorbonne. L'espoir revient et le personnel se met directement en relation avec l'acquéreur. Le député socialiste Le Penec s'active. Behar-Legall adresse au personnel un plan de reprise en maroquinerie. Considérant que l'affaire est sérieuse, la CFDT organise une table ronde à la mairie de Rosporden le 5 avril 1976 réunissant toutes les parties intéressées. La DATAR et la préfecture brillent par leur absence... Malheureusement cette tentative de reprise échoue. Il semble bien que ce soient la préfecture et le patronat du Sud-Finistère, qui aient voulu empêcher toute solution positive. Depuis cet échec (septembre 1976), il n'y a aucune perspective. Bien sûr, quelques industriels visitent de temps en temps l'usine, mais ils sont surtout intéressés par les locaux... Pas par la main-d'œuvre.

comme les Réo et d'autres

Pour les ouvriers de chez Donval, la fermeture de leur entreprise est due à la restructuration de la fabrication de la chaussure. Les Donval sont dans la même situation que les travailleurs de chez Réo-Fougères, d'Annonay pour ce qui est de la maroquinerie, et ceux de CMC-ex Dufour (fabrication de matériel de cuisson) à Quimper. Une coordination des luttes pour l'emploi se met sur pied en Cornouaille où les licenciements se multiplient dans tous les secteurs.

Les Donval organisent une journée « portes-ouvertes » le 2 avril prochain à l'usine de Rosporden. Le PSU de Cornouaille se joint à eux pour inviter tous les travailleurs et la population de Cornouaille et d'ailleurs à faire de cette journée un succès pour la popularisation de la lutte.

Groupe « ouvriers-employés »
de Cornouaille ■

Remonte-pentes : Monsieur Viard est connu. Il est maire sortant de Salanches, réélu, mais aussi PDG de la société SETA à Argentières et président du syndicat national des remontées mécaniques de France. Mais il bafoue la convention collective nationale des remontées mécaniques. Un accord applicable au 1^{er} février 1977 aurait dû porter le salaire des ouvriers de 2 000 à 2 400 francs pour 208 heures par mois. Monsieur Viard a refusé. Les travailleurs des remontées mécaniques du Tour (à Chamonix) se sont donc mis en grève le 25 février. Ils ont occupé durant huit jours les locaux de travail, tenté sans succès de négocier, mais Viard persiste et n'hésite pas à bafouer le droit de grève par des embauches extérieures. La grève se poursuit. ■

Mesnel : Après un mois de grève les Mesnel ont repris le travail le 3 mars. Ils n'ont pas obtenu satisfaction sur les salaires, mais le travail en équipe a été supprimé (cf TS n° 732 et 733). Le bilan peut paraître léger à certains. Mais les travailleurs ont conquis l'essentiel puisqu'ils se sont opposés unanimement (entraînant même quelques non-grévistes) au licenciement de l'un de leur camarade qui refusait un travail qu'il a ressenti comme une brimade. ■

Huré (Bagneux) : Dans cette entreprise de machine-outil, il y avait 1370 salariés en 1973, puis 970 salariés fin 1976 (avec du chômage partiel). Début 1977, 443 licenciements sont annoncés. C'est le démantèlement du premier fabricant européen de fraiseuses. Les ouvriers comme beaucoup d'autres dans la machine-outil (Cazeneuve, Gambin, ARGT...) ont décidé d'occuper leur entreprise. Dès vendredi dernier, un commando de nervis essayaient de les expulser. La mobilisation des travailleurs les en a empêché. ■

A Paris, les occupants des locaux du centre informatique de la BNP qui protestaient depuis 8 jours contre le licenciement sans préavis de deux militants CFDT pour faute grave, étaient évacués par les CRS dimanche matin. Mais la bataille contre la réorganisation des services informatiques (sous-traitance, mutations, dispersions des centres de province) se poursuit. A Rive-de-Gier (cf TS, n° 734, p. 8), les ouvriers de BSN, menacés d'expulsion, en lutte contre 352 licenciements, ont décidé la reprise du travail pour lundi dernier. Un rassemblement national des travailleurs de BSN-Gervais Danone est prévu pour le 25 mars à 14 heures devant le siège de l'entreprise à Paris. ■

A Troyes, chez Petitjean (poteaux électriques), la police a expulsé dimanche une partie des 500 ouvriers de cette entreprise en lutte pour une amélioration de leurs conditions de travail et leurs salaires. ■

Au Puy, l'usine Elastelle-Tissel (tissus élastiques) où 380 ouvriers occupaient depuis le 8 mars pour des revendications salariales a également été évacuée par les flics. Dans cette même ville, les Tanneries du Puy sont occupées depuis vendredi dernier pour protester contre 173 suppressions d'emploi. ■

A Camaret-sur-Argues (Vaucluse), c'est l'entrée de l'usine Buitoni, « encombrées » des voitures des grévistes qui a été dégagée par les gendarmes. La lutte durait depuis 15 jours pour des augmentations de salaires. ■

Sonacotra : Ponia ne veut pas plier

Le 9 mars, le Conseil d'Etat a jugé non fondées les expulsions de sept résidents des foyers Sonacotra en grève (cf. TS n° 734, p. 7).

Il a fallu pourtant dix jours et une forte pression politique sur les autorités françaises pour que ces sept camarades soient autorisés à rentrer en France. Dans un communiqué paru dans *Le Monde* du 18 mars, l'« Association des juristes démocrates » avait dénoncé ces manœuvres dilatoires envers les camarades expulsés, tous membres du Comité de coordination des foyers Sonacotra en lutte.

Dimanche soir, plus de 1 000 résidents ont attendu pendant deux heures à la porte 55 du hall d'Orly sud l'arrivée de leurs camarades. C'est par une large ovation que le retour de cinq d'entre eux fut accueilli... Sous l'œil attentif des CRS prêts à intervenir... Mais depuis plus de deux ans de lutte, les résidents ont appris à déjouer les provocations.

Ponia ne s'avoue pas pour autant battu. Le ministre de l'Intérieur convoque à nouveau les camarades pour les faire comparaître devant une

nouvelle commission d'expulsion, bafouant ainsi la décision du Conseil d'Etat.

Rappelons que le même scénario avait été adopté par Ponia lors du retour de Moussa Konaté. Cette manœuvre avait été déjouée avec succès par une mobilisation politique et syndicale unitaire et par l'action du collectif des libertés.

Le PSU affirme, que pour sa part, la seule solution possible réside dans une négociation avec le Comité de coordination qui incarne la légitimité des résidents en lutte. Il ne ménagera ni ses efforts pour une mobilisation la plus large, ni ses interventions pour déjouer les manœuvres du ministre de l'Intérieur.

Il appelle ses militants à se mobiliser pour faire échec le 8 avril à 14 h 30 à la préfecture de Nanterre et le 13 avril à 14 h 30 à la préfecture de Bobigny, à la volonté de Ponia-towski d'expulser à nouveau nos camarades. ■

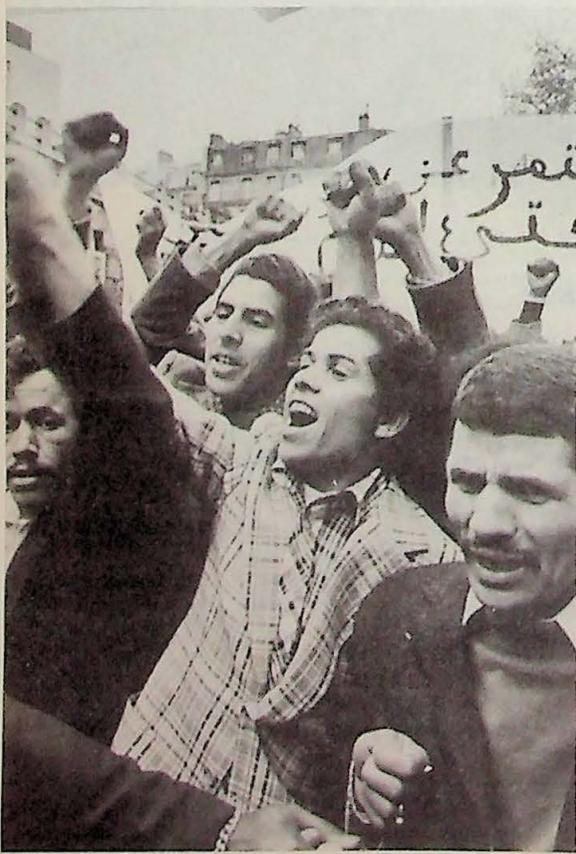


Photo Adja-Maillic

les brasiers
du tiers monde



Photo Sipa Press

les brasiers du tiers monde

Actualité internationale oblige. Cette dernière vient d'être marquée récemment par l'assassinat de Kamal Joumlatt, militant résolu de la cause libano-palestinienne, et de Marien Ngouabi, président de la République du Congo-Brazzaville. Ces assassinats surviennent dans des régions du monde particulièrement vulnérables. C'est que le

Proche-Orient comme l'Afrique sont l'objet aujourd'hui d'une lutte particulièrement âpre, à la mesure des enjeux stratégiques qui prévalent dans le jeu concurrent que se livrent les super-puissances. La « pax americana » réussira-t-elle à s'imposer durablement au Proche-Orient ? L'Afrique est-elle au bord de l'embraselement ? □

Liban : crimes et marchandages

L'assassinat de Kamal Joumlatt vient rappeler au monde que les grandes manœuvres du Proche-Orient ne sont pas seulement diplomatiques. Nos divergences politiques avec K. Joumlatt étaient profondes ; mais, comme le rappelle ci-contre notre camarade A.B., qui fut journaliste à Beyrouth, le Liban perd, avec Joumlatt, une grande figure arabe, un militant décidé à combattre le féodalisme et le confessionnalisme, à promouvoir le pluralisme dans son pays comme dans le monde arabe, un des rares dirigeants avec lequel socialistes et communistes pouvaient, malgré leurs divergences, coopérer. L'assassinat de K. Joumlatt a provoqué des réactions passionnelles, inévitables dans un pays où la vendetta est la règle. Mais ces réactions ont été rapidement dénoncées et combattues par la gauche libanaise, ce qui a peut-être empêché la Syrie de tirer tout le profit d'un crime auquel il n'est plus à craindre qu'elle étrangère.

Occupé totalement par l'armée syrienne, sauf dans le sud, tenu par les phalanges avec le soutien de l'Etat israélien, le Liban ne possède plus ni Etat, ni armée. Sa presse, la seule libre du monde arabe, est depuis plusieurs mois muselée. Son économie ne pourra redémarrer aussi rapidement que le trafic de devises.

Les visions annexionnistes de Damas sur l'Est du Liban sont évidentes et le souci du président Sarkis, soutenu jusqu'ici d'ailleurs par K. Joumlatt, est de préserver un minimum d'indépendance politique

face à l'occupant syrien ou à la droite libanaise qui tente toujours d'internationaliser la question du Sud en y réclamant l'intervention de l'ONU et des puissances occidentales.

Mais que peut faire un président

et une équipe mise en place par Damas, même avec le soutien d'une gauche muselée et surveillée ? La situation libanaise dépend plus que jamais du règlement global de la crise du Proche-Orient.

Depuis la guerre d'octobre 1973 le peuple palestinien a pu s'appuyer sur un rapport des forces favorable pour faire reconnaître l'OLP sur le plan international et présenter une véritable plate-forme programmatique (Résolution en dix points du Caire, 1974). Cette plate-forme acceptait une partition de fait de la Palestine puisqu'elle préconisait l'édification d'une autorité nationale sur toute parcelle de territoire libéré.

pour Kamal Joumlatt

Ainsi, Kamal Joumlatt est mort, criblé de balles. Aussitôt, d'une seule voix, le monde, miraculeusement réconcilié, salue la mémoire du grand leader arabe. Nul ne manque au chœur des pleureuses, pas même les Phalangistes, Camille Chamoun ou les Syriens. A croire décidément que Kamal Joumlatt fait plus facilement l'unanimité mort que vivant.

A cela rien d'étonnant, car, au-delà de sa personne, c'est une certaine idée du Liban et du monde arabe que ceux qui ont armé les assassins ont voulu frapper. Kamal Joumlatt incarnait, en effet, d'abord le Liban arabe, un Liban qui se tenait aux côtés des Palestiniens et qui était prêt à leur sacrifier les meilleurs des siens ainsi que son bien être ; un Liban bien loin de celui que s'imaginait complaisamment l'Occident, pas celui des banques et des casinos, celui de la lutte contre l'ennemi sioniste, celui des petits et des sans grades, un Liban enfin, où, peu à peu, prenait corps une authentique force progressiste, même si nous avons pu la trouver parfois timide ou incohérente.

Le grand leader progressiste représentait aussi une certaine idée du monde arabe ; il figurait la véritable

solidarité militante avec le peuple palestinien à côté de régimes ou de chefs d'Etat pour qui la cause palestinienne n'était souvent qu'un argument de propagande, un alibi, ou tout simplement un mensonge. Pour sa part, il était prêt à négocier avec tout le monde, sans pour autant passer du compromis à la compromission ; il l'a amplement prouvé tout au long de la guerre civile et jusque dans le long silence qu'il semblait s'imposer depuis que la soldatesque syrienne occupait son pays et dont il ne s'est pas départi jusqu'à son dernier souffle.

Mais ce que symbolisait Kamal Joumlatt était suffisamment puissant pour qu'il ne suffise pas de l'avoir tué pour le voir disparaître. Pour le mouvement progressiste libanais et arabe, pour la cause palestinienne, l'heure est à la douleur et au désarroi ; la situation politique est particulièrement sombre en dépit de l'optimisme des régimes du Caire et de Damas, mais l'assassinat d'une grande figure du mouvement progressiste international, même dans une région qui en manque singulièrement, n'a jamais arrêté la prise de conscience des masses. ■

A.B.

les grandes manœuvres

Les déclarations et prises de positions de l'OLP comme celles de M. Hammami, ou de la délégation de l'OLP à l'ONU montraient une ouverture importante de la part des Palestiniens et devaient leur permettre d'envisager et de réclamer une place à Genève dans la mesure où pouvait s'engager malgré le gouvernement israélien lui-même, un lent processus de double reconnaissance des faits nationaux.

A l'heure qu'il est, le problème n'est plus l'acceptation du mini-Etat palestinien en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Le Conseil national palestinien réuni au Caire depuis le début du mois entérinera ce projet ; le FPLP (Front populaire de libération de la Palestine) de Georges Habache s'y est même rallié alors qu'en 1974 il était partisan d'une politique de tout ou rien.

Et ce, en dépit de certaines déclarations toujours très « dures » proférées dans les couloirs de la Conférence et

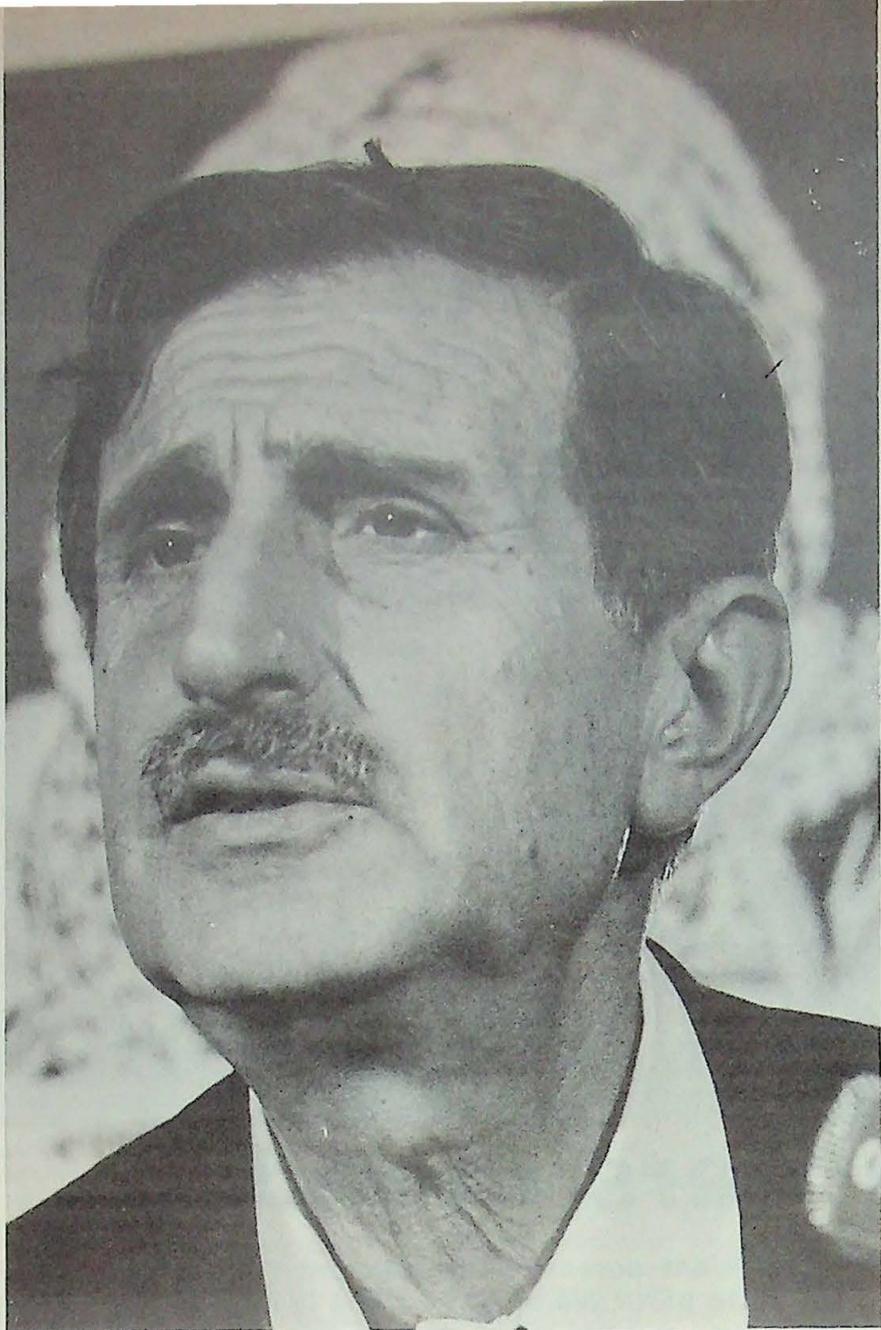


Photo Pitchal

à l'évidence destinées à rééquilibrer un «ralliement» que la raison impose; bref, le FPLP se dit prêt «à planter le drapeau palestinien sur toute parcelle de Palestine libérée».

une vaste normalisation

De fait, le problème aujourd'hui dans la région est double. Il s'agit d'abord pour les USA et Israël de s'accorder sur ce qu'ils appellent des «frontières défendables». Tandis que M. Rabin, Premier ministre israélien, y inclut des modifications majeures des frontières de 67, la nouvelle administration Carter ne semble pas le faire. Un véritable marchandage s'instaure, sur le dos des Palestiniens, entre les USA, Israël et les régimes arabes tels que ceux de Damas, du Caire et de Riyad.

La deuxième question, liée à ce marchandage, concerne la place qui sera réservée à l'OLP à Genève. La forme de la délégation à Genève, parce qu'elle traduira le rapport des forces entre le mouvement palestinien et les divers Etats arabes, préfigurera également le type de relations politiques qui s'établira entre une Cis-jordanie «libérée», la Transjordanie

ennemie de Hussein, malgré la poignée de main à Arafat, et la Syrie «protectrice», dont le projet est de former une grande Fédération syro-libano-palestinienne.

L'Egypte est résolue quant à elle, à favoriser tout ce qui lui attirera des capitaux occidentaux. L'Arabie saoudite pour sa part soutient l'offensive syrienne contre les Palestiniens dans la mesure où en réduisant leur autonomie politique, elle éloigne le spectre de bouleversements politiques et sociaux majeurs. Pour autant le roi Khaled n'entend pas laisser Damas devenir, par son projet fédératif, l'Etat arabe le plus puissant de la région.

Ainsi les grandes manœuvres auxquelles se livrent l'impérialisme américain, ses relais occidentaux ou au Proche-Orient, préparent une vaste normalisation de la méditerranée orientale. Toute la question est de savoir jusqu'où cette dernière ira et quelles chances d'avoir des alliés pourraient avoir des expériences anticapitalistes qui pourraient se développer dans cette région du monde, par exemple en Italie, en France ou encore en Espagne.

Jean JULIEN ■

communiqué du bureau national du PSU

C'est au moment où le régime syrien se heurte chaque jour davantage à l'opposition de la majorité du peuple libanais qu'un des plus prestigieux représentants de celui-ci, Kamal Joumblatt, est assassiné.

Face à la tentative de mise au pas de la résistance palestinienne menée par l'armée syrienne, financée par l'Arabie saoudite, servant de relais local aux Etats-Unis, Kamal Joumblatt avait symbolisé l'alliance de peuples du Liban et de Palestine, refusant l'hégémonie américaine au Moyen-Orient. C'est cette attitude exemplaire qu'il a payée de sa vie.

Dans ces circonstances le PSU renouvelle l'expression de sa solidarité avec le mouvement national libanais. ■

dans les maquis

En guerre depuis quinze ans contre Addis-Abeba, les guerilleros érythréens ont «enfermé» l'armée éthiopienne dans les principales villes de la province. Mais, avant de donner l'assaut final ils doivent remporter une bataille contre eux-mêmes : celle de l'unité. Toute la question est de savoir si les grandes puissances arabes, occidentales ou socialistes leur en laisseront le temps...

Né à Asmara, capitale de l'Erythrée, Tasfai a vingt-trois ans. Il est chrétien, il est marié, il sait lire. On le dit bon footballeur. Il souhaite devenir mécanicien. Il voudrait bien «venir en France». Mais, pour l'heure, il crapaute dans le djebel érythréen, non loin de la frontière soudanaise, une mitraillette Kalachnikov sur l'épaule. Son uniforme de campagne, beige clair, se confond avec le sable et la rocaïlle. A sa ceinture, il porte des chargeurs, un poignard, un drap de coton pour la nuit. Il n'a pas de domicile fixe. Son «camp» est invisible : une barrière de bois rudimentaire sur la piste; quelques huttes éparses, sans aspect militaire particulier; un puits foré dans un lit de sable, où chèvres et chameaux viennent se désaltérer, en groupe et à tour de rôle. Les soldats sont camouflés, postés sur les crêtes des petites montagnes avoisinantes ou sous les palmiers des oasis. Mais sur un ordre, en quelques heures, ils peuvent se réunir par centaines, marchant au pas sur le terrain de manœuvre, et brandissant leurs armes devant leurs chefs.

une véritable armée

Ces nouveaux «fedayins» de la mer Rouge sont au nombre de vingt-cinq mille environ; ils ont réussi à «enfermer» littéralement les garnisons éthiopiennes dans une douzaine de grandes villes. C'est une véritable armée, avec ses sections, compagnies, bataillons; ses officiers; ses services (logistique, armurerie, santé, information, éducation, etc.); son matériel («Land-Rovers» et camions, mitrailleuses et batteries anti-aériennes, talkies-walkies). Selon les camps, selon les fronts — la guérilla souffre de son éclatement en tendances rivales — l'accent est mis dans la foulée sur les besoins immédiats du temps de guerre, renvoyant un changement plus radical aux lendemains de victoire; ou sur l'ébauche d'une nouvelle organisation sociale: tribunaux populaires, comités locaux organisant la police, contrôlant les marchés et les prix, etc. Tous les mouvements ont mis en place des systèmes de santé, de ravitaillement, de gestion des «concessions agricoles»; ils tentent de relancer la petite industrie (cuirs, métal, mécanique, fruits); ils ont ouvert plusieurs centaines d'écoles, et développé l'alphabétisation dans les deux langues en usage dans le pays (le tigrinya et l'arabe). Les soldats, eux-mêmes, en plus des tâches proprement militaires, travaillent dans les champs, construisent des routes ou s'occupent des réfugiés, qui ont fui les villes et les villages par centaines de milliers depuis quelques années.

En face, les soldats éthiopiens. Ils ont «mal à l'Erythrée»; on les dit démoralisés. Déjà, en 1974, les mouvements divers au sein de l'état-major de la deuxième division, char-

gée de la sécurité dans la province, avaient donné naissance au «Derg» — le comité militaire qui dirige le pays depuis la déposition de l'empereur Haïlé Selassié. Son premier chef, le général Aman Andom, avait été accusé de «trahison» en novembre de la même année, parce qu'il voulait négocier avec les nationalistes érythréens autre chose qu'une «paix des braves». La «bataille d'Asmara», en 1975, a été un sévère avertissement pour la junte, et a encouragé les mouvements de libération des autres provinces (Tigre, Haoussa, Afar, Gala, etc.) à accentuer leur pression sur les militaires, engageant l'ancien «empire» dans une guerre civile généralisée. Enfin, l'échec de la «marche rouge» des soldats et paysans éthiopiens sur l'Erythrée (cal-



érythréens : la quête de l'unité

quée sur le modèle marocain) a peut-être préparé, au sein du « Derg », l'ascension de l'équipe radicale du lieutenant-colonel Mariam Mengistu, l'actuel « homme fort » d'Addis Abeba. Bilan de quinze années de guerre larvée entre la métropole et sa province irrédentiste, tel que le dressent les fronts érythréens : de 20 à 60 000 « martyrs » (selon les estimations), morts sous les balles ou le napalm ; près d'un millier de villages rasés, 150 000 réfugiés au Soudan (qui fournit un appui important à la guérilla, notamment depuis quelques mois) ; un demi-million d'Erythréens qui ont gagné les zones libérées, pour échapper à une répression sans tendresse ; une guirlande de massacres (Um Hajar, Zaguer, Agordat, Hargigo, Umberami...) ; l'abandon par les Ethiopiens de toutes les petites garnisons, le ravitaillement par air des grandes villes, la fermeture de la plupart des voies de communication et la nécessité de protéger militairement les convois...

Militairement, la guérilla semble donc avoir le dessus. Mais elle est gravement divisée, ce qui l'empêche

de donner l'assaut final et de déclarer l'indépendance. Le mouvement le plus important reste le Front de libération de l'Erythrée (FLE), baptisé « Conseil révolutionnaire » à la suite d'une réorganisation en 1972. Il comporte une dizaine de milliers de combattants, concentrés notamment dans la région d'Asmara et dans l'ouest du pays ; son chef est Ahmed Nasser, un musulman progressiste ; le front disposerait actuellement de plus de cent véhicules.

une guerre meurtrière

En 1970, quelques centaines de maquisards ont créé le FLE-Force populaire de Libération, qui se voulait plus « révolutionnaire », reprenait les revendications des syndicats érythréens et posait la revendication de l'indépendance comme un préalable. Les deux fronts se sont alors livrés une guerre meurtrière, laissant dans les grandes tombes que l'on voit encore dans le djebel de l'ouest, plusieurs centaines de victimes. Enjeu : la suprématie dans les maquis. Résul-

tat : un affaiblissement grave du mouvement nationaliste ; une répartition de fait des zones contrôlées ; et la possibilité pour des forces ou pays étrangers de jouer sur les contradictions du mouvement. Le FLE-FLP a réussi à s'implanter ; il a bénéficié du ralliement de nombreux chrétiens, « libérés » par la chute de l'empereur ; il s'est organisé à un double niveau : un commandement central sur le terrain dirigé par Afeworki Issayas (les « militaires »), une mission extérieure basée à Aden, puis Beyrouth et aujourd'hui Damas, conduite par Osman Sabeh (les « politiques »). Durant plusieurs années, Issayas, l'homme de terrain, le leader populaire, le « maoïste », et Sabeh, le diplomate, l'intellectuel, le « libéral » islamisant, ont marché de concert. L'entregent de Sabeh — notamment en Irak et en Syrie — a donné au front des armes et des crédits utilisés à former des jeunes, soigner les blessés, développer une action diplomatique de grande envergure, avec des bureaux d'information dans toutes les capitales arabes et dans plusieurs pays européens. Ainsi, Osman Sabeh

est parvenu à assurer, avec son équipe, une représentation de fait de tout le mouvement.

Mais, depuis 1975, une nouvelle scission est intervenue au sein du FLE-FLP ; suivi par la majorité des combattants, le groupe Issayas a cessé de reconnaître les décisions de la mission extérieure qu'il accusait de « se livrer à des manœuvres pour — sous couvert d'unité — s'imposer antidémocratiquement comme dirigeant de la lutte du peuple érythréen ». A la brouille « historique » entre l'organisation-mère (le FLE) et ses « jeunes turcs » s'est donc ajoutée une âpre querelle de légitimité et de programme qui crée dans les faits une « troisième force », d'essence plus politique et diplomatique que militaire, qui est surtout représentative de l'aile nationaliste bourgeoise, et jouit de l'appui massif des régimes arabes les plus conservateurs de la région.

une nouvelle scission

Tous ces mouvements parlent, aujourd'hui, d'unité, car ils redoutent une angolisation de leur pays, et le retour à une guerre civile fratricide. Le FLE-CR souhaite la création d'un vaste « front unique patriotique et démocratique », avec une seule direction politique, une seule armée, etc ; il veut rapprocher les deux ailes ennemies du FLE-FLP, et a constitué les « comités de dialogue » avec ces formations. Le front dirigé par Issayas, qui se considère comme une « avant-garde » ; il réclame la création d'une sorte d'organisation de libération de l'Erythrée, dans le style palestinien, avec maintien de la personnalité des fronts ; mais il ne veut pas entendre parler de la « mission extérieure » de Sabbe à laquelle il dénie toute représentativité sur le terrain. Mais la réalité est moins simple : le groupe Sabbe dispose, en effet, d'un certain nombre de camps militaires, dans les zones libérées (nos photos), et il vient de réunir près de la frontière soudanaise une vaste assemblée populaire, avec mille six cents délégués venus — assure-t-il — de toute l'Erythrée. Un grand thème : l'unité nécessaire ; le renvoi à plus tard des débats sur le régime à instaurer après l'indépendance. Une délégation du FLE-CR y a assisté en tant qu'observateur. Il s'agit pour le « front Sabbe » de retrouver la base politique et militaire qui lui manque.

Dans cette course de vitesse engagée entre les fronts concurrents, les pressions de l'extérieur commencent à peser très lourd. Le Soudan, l'Egypte, l'Arabie saoudite, riverains de la mer Rouge, souhaitent en faire, au plus vite un « lac arabe » ; l'essentiel, pour eux, est de contenir l'Ethiopie et de geler la situation à Djibouti, même au prix du maintien des troupes françaises. Parallèlement, les pays socialistes font une rentrée spectaculaire dans la région, avec la tournée récente de Fidel Castro en Lybie, au Sud-Yémen, en Somalie et en Ethiopie. Du coup, le « fascisme militaire » du Derg éthiopien a tendance à virer au rouge. Et les cartes sont singulièrement brouillées...

Philippe MARIÉLIE ■



Photo Jean-Noël Leymarie

qu'est-ce qui fait courir l'URSS ?

Qu'est-ce donc qui fait courir l'URSS ? C'est la question, légitime, que tous les observateurs politiques se posent au moment où Nicolas Podgorny, président du Presidium du Soviet suprême de l'URSS entame sa tournée africaine. Elle le conduira successivement en Tanzanie, en Zambie, puis au Mozambique ; au moment même où Fidel Castro, après s'être rendu en Libye, au Sud-Yemen, en Somalie, en Ethiopie, rend visite au Mozambique, puis à l'Angola. A l'évidence, la coïncidence, à n'en pas douter peu innocente, des deux voyages, n'a fait que renforcer l'idée selon laquelle l'URSS et Cuba agissent de conserve sur le continent africain — ce dont l'aide apportée au MPLA en 1975 nous avait déjà largement convaincus. Ces deux voyages interviennent également à un moment où l'Afrique connaît de graves troubles. L'entrée, le 10 mars dernier, de quelques milliers de « gendarmes katangais », en provenance d'Angola où ils étaient réfugiés, dans le sud du Zaïre, la région de Shaba, et l'assassinat, le vendredi 18 mars, du chef de l'Etat congolais, Marien Ngouabi, viennent rappeler aux yeux du monde l'instabilité profonde qui prévaut dans cette partie du monde. L'inquiétude manifestée, notamment dans certaines capitales occidentales, quelles qu'en soient les raisons, est à la mesure et de la situation que connaît l'Afrique aujourd'hui et des enjeux qu'elle suppose, par conséquent des convoitises qu'elle suscite.

La situation tout d'abord. De toute évidence, le paysage politique de l'Afrique a changé. L'accession du Mozambique et de l'Angola à l'indépendance, les choix idéologiques du FRELIMO et du MPLA proclamant ouvertement leur attachement au socialisme, leur anti-impérialisme résolu — par-delà les appréciations respectives —, a considérablement modifié le rapport des forces dans la région. L'Afrique « blanche » — celle de Pretoria, celle de Salisbury — a perdu le « glacis protecteur » sur lequel, au temps du colonialisme portugais, elle pouvait compter. L'isolement grandissant auquel sont condamnés l'Afrique du Sud et la Rhodésie — en dépit de l'aide occidentale — ne fait qu'accroître les tensions au sein d'une Afrique australe menacée d'être, de toute façon, à terme, un lieu d'affrontement majeur. Lieu d'affrontement, elle l'est déjà.

Fidel Castro et Khadafi.



L'offensive diplomatique menée simultanément par l'URSS et Cuba s'explique en raison des enjeux que cet immense continent suppose. L'impressionnant cortège qui accompagne N. Podgorny dans son périple africain donne la mesure d'ailleurs de l'attention que le Kremlin porte à l'Afrique. Cette dernière le lui rend bien. Du moins certains pays qui ne sont pas près d'oublier l'aide matérielle notamment apportée, non seulement à l'Angola — contribuant ainsi de manière décisive à la victoire du MPLA, moyennant l'aide de quelques milliers de Cubains il est vrai — mais également à d'autres mouvements de libérations. Les dirigeants de Moscou bénéficient auprès de l'Afrique progressiste d'un prestige incontestable qui contrebalance quelque peu les déboires enregistrés dans certains pays arabes.

Reste pourtant que, si l'URSS tente



Photo Sipa Press

Podgorny

de réussir ici une politique qui, ailleurs, a échoué, elle se heurte dans le même temps à des obstacles de taille. Passons sur certaines alliances dans lesquelles les « affinités » idéologiques ont peu à voir et qui contribuent parfois à jeter la confusion : la « Real politik » ne s'accommode pas toujours de la stricte observance des « grands principes » internationalistes. Le soutien moral, politique, financier et militaire à certains mouvements de libération nationale devient parfois, très souvent même, dès lors que ces derniers président aux destinées de leur pays, franchement désastreuse. C'est que, vis-à-vis des pays du tiers monde, l'URSS se présente davantage comme concurrente que comme alliée, en raison de sa place dans le marché mondial des matières premières. Par ailleurs, l'assistance technique qu'elle est en mesure d'offrir dans le cadre de

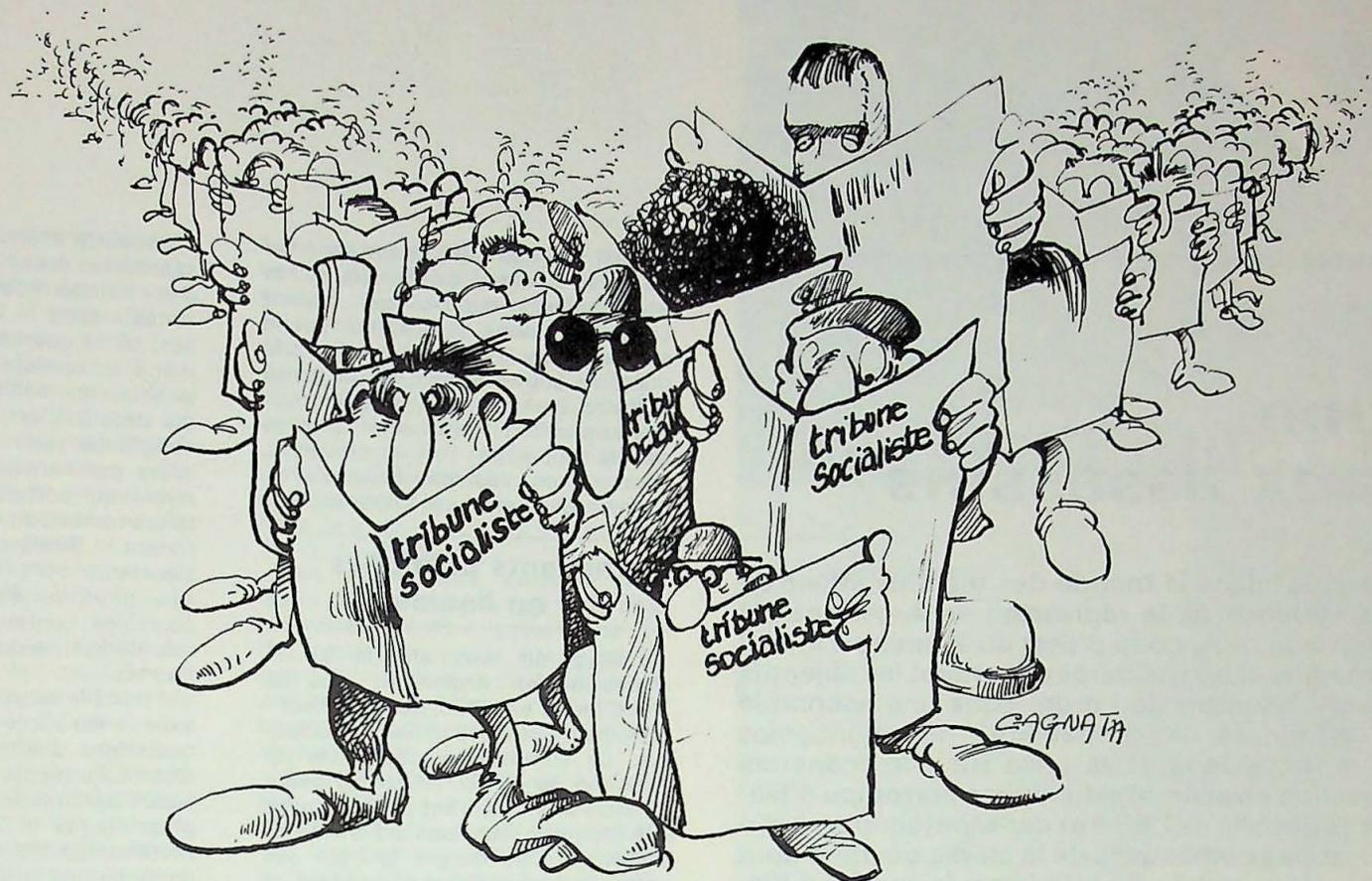
la coopération civile se révèle inconsistante face aux technologies de pointe que les pays occidentaux sont en mesure d'offrir aux pays en voie de développement. La diversification des échanges tant recherchée par la République populaire d'Angola aujourd'hui — les ouvertures politiques qui nécessairement le précède dans certains cas ; avec la France par exemple —, s'explique notamment pour cette raison. A quoi s'ajoute le peu d'aptitude en général des conseillers soviétiques : le « rejet » dont ils font l'objet de la part des populations autochtones n'est souvent que l'effet en retour du peu de compréhension ou d'intérêt qu'ils manifestent pour les problèmes des pays sous-développés ! Ce n'est pourtant pas faute de préparation. Dès 1958, la fondation, à Moscou, de l'Institut africain par Krouchtchev, puis la création, en 1960, de l'Université de l'Amitié, rebaptisée Université Patrice Lumumba, ont été l'occasion pour l'Union soviétique de tracer les franches lignes de ce que devait être une politique tournée vers l'Afrique.

Aujourd'hui encore, à quelques ajustements près, la politique définie à l'époque par le professeur Potchkin, se poursuit. Les nombreux relais dont dispose l'Union soviétique pour assurer l'encadrement des élites africaines qu'elle forme est un atout de taille. Les résultats obtenus, autant qu'on en puisse juger sur le terrain, ne sont pas toujours à la mesure des ambitions nourries. Reste que, pour l'heure, en dépit des mécontentements qu'elle suscite, la diplomatie extrêmement sophistiquée que l'URSS déploie sur le continent africain porte ses fruits (à suivre).

José SANCHEZ ■

Photo Sipa Press

vous êtes concernés



il est temps de passer aux choses sérieuses...

Il est temps de passer aux choses sérieuses et de joindre des chèques ou des formulaires d'abonnement aux lettres de félicitations, ou de reproches, que vous nous adressez, camarades. Ou bien vous allez vous contenter d'un bulletin minable, ou bien vous souhaitez continuer à lire chaque semaine un hebdomadaire de parti — votre parti — qui n'est pas si mal fait que cela. Il ne vous reste plus qu'à mettre les mains à la poche, ou mieux, à vous remuer un peu pour améliorer nos finances, c'est-à-dire le journal, votre journal. Le meilleur remède est d'une émouvante simplicité : vous expliquez à quelques-uns de vos amis, de vos camarades de boulot que *Tribune socialiste* c'est le super-pied, et ensuite vous vendez un abonnement. Vous pouvez aussi repérer un libraire, un kiosquier qui vous paraissent bien situés et avec lesquels vous entendrez pour que *Tribune socialiste* soit magnifiquement affiché chaque semaine. Il suffit de demander au journal qu'ils soient servis par les NMPP. Au besoin, la section se prend par la main pour faire une affiche toutes les semaines. C'est simple.

Tout est simple si vous avez envie de sauver *Tribune socialiste* de façon intelligente, et si vous cherchez des idées.

C.-M. VADROT ■

Argentine échec aux assassins

Alors qu'un peu partout dans le monde des manifestations de solidarité avec les victimes de la répression en Argentine (1) vont marquer l'anniversaire du coup d'Etat du 24 mars 1976, il convient de se demander si les militaires ont atteint les objectifs qu'ils s'étaient fixés : remettre de l'ordre dans une économie dévastée par les exigences de « rentabilité » des monopoles impérialistes, les répercussions de la crise sur une économie dépendante et la gestion désastreuse du régime corrompu d'Isabel Peron ; écraser la guérilla de l'ERP et des Montoneros ; enfin détruire les organisations combattives de la classe ouvrière dont les luttes empêchaient la « stabilisation » réclamée par Henri Kissinger lui-même.

Le ministre de l'Economie de la Junte, Martinez de Hoz, grand propriétaire terrien et patron de la sidérurgie, proposait une politique économique que n'auraient pas désavouée les Chicago's boys du Chili : « vérité des prix » et blocage des salaires, encouragement aux investissements étrangers, liquidation des secteurs non rentables de l'économie, compression du personnel des entreprises publiques... Les résultats de cette politique de choc sont peu convaincants.

La lutte contre l'inflation est un échec : 360 % pour 1976, selon l'indice officiel, soit légèrement plus qu'en 1975. La hausse du coût de la vie est de 13,9 % en janvier 1977. Malgré une amélioration de la production agricole, le produit intérieur brut qui avait baissé de 1,4 en 1975, a marqué un nouveau recul de 5 % en 1976.

La récession s'est aggravée, surtout au niveau des industries de transformation. Par rapport à 1975 les ventes ont baissé de 22 % en 1976. Mais dans l'industrie du vête-

ment également, du fait de la contraction de la demande, les ventes au public ont diminué de 60 à 80 %.

Si la balance commerciale présente un excédent d'environ 500 millions, c'est que la récession de l'industrie a entraîné une baisse considérable des importations. Et seuls des crédits internationaux représentant 1,2 milliard de dollars, ont permis à l'Argentine de faire face aux échéances d'une dette extérieure qui dépasse aujourd'hui 10 milliards de dollars.

Cette situation économique a des conséquences sociales dramatiques. Le salaire réel a baissé de 50 % par rapport à l'année passée, et il est le plus faible des trente dernières années. Chaque travailleur touche mensuellement 70 dollars par mois (350 francs) en moyenne, alors que la plupart des articles sont aussi chers qu'en Europe. Comment dans ces conditions peut-on faire vivre une famille ? Et bien les gens ont en général deux ou trois emplois, et il n'est pas rare qu'ils travaillent 60 à 70 heures par semaine.

Il est vrai que cette baisse sensible du salaire réel a évité jusqu'ici les licenciements massifs qui étaient envisagés, dans le secteur public comme dans le secteur privé. Sans doute le gouvernement de la Junte militaire aurait-il voulu frapper plus vite et plus fort, mais l'ampleur de la riposte populaire l'en a empêché. Pourtant, ce n'est pas faute d'avoir exercé une répression impitoyable !

militants politiques : on liquide

Tout paraît avoir été dit sur la répression en Argentine : plus de 2 000 morts en 1976, 20 000 prisonniers politiques, des milliers de disparus. La commission des droits de l'homme de l'ONU, réunie au début du mois de mars, s'est penchée avec une attention toute particulière sur ce problème. Ceci malgré le frein des partis communistes qui appuient la stratégie de leur homologue argentin, lequel va jusqu'à affirmer par la bouche du représentant des Jeunesses communistes (au cours d'une interview reprise par toute la presse espagnole) que « la dénonciation de la répression en Argentine est une manœuvre de la CIA ».

Cependant pour pallier les effets des campagnes internationales, cette répression tend à prendre des formes nouvelles. C'est ainsi que les journaux publient, chaque jour, des communiqués de l'armée et de la police faisant état d'affrontements à la suite de contrôles d'identité, ou tout simplement lorsque sont surpris des militants en train de rédiger des inscriptions sur les murs. Des renseignements concordants prouvent que les victimes — toujours du côté des civils — sont, en réalité, des détenus exécutés.

S'il s'agissait au début de représailles à la suite d'une action de guérilla, il semble que l'on s'achemine maintenant vers une liquidation systématique des militants prisonniers. C'est ainsi que du 10 janvier au 4 février 1977, 85 détenus ont été assassinés par la police et par l'armée.

Un autre aspect moins connu de la répression est une variante argentine des « hameaux stratégiques » dans les zones rurales. A Tucuman en particulier, où la guérilla de l'ERP jouissait d'une incontestable sympathie, des habitations isolées de paysans ont été détruites et ces derniers ont été obligés de venir habiter des villages créés par l'armée. Plusieurs d'entre eux — qui portent les noms de militaires tombés au combat : « sous-lieutenant Berdina », « commandant Caceres... » ont déjà été inaugurés. Les paysans sont soumis à des contrôles continuels et même une fête de famille doit être autorisée par l'armée.

Il semble bien qu'il s'agisse d'une expérience pilote qui pourrait s'appliquer dans d'autres zones rurales — Chaco, Formosa, Misiones — où les ligues agraires formées par de petits propriétaires et influencées par les Montoneros, ont mené des luttes très dures contre la dictature militaire du général Lanusse (1971-1973).

Il est clair enfin que les enlèvements, les assassinats, sont loin de viser les seuls partisans de la guérilla. Tous les secteurs de l'opinion démocratique sont touchés et surtout les secteurs combattifs du mouvement ouvrier. Cette situation permet d'apprécier à leur juste valeur les luttes qui continuent à se dérouler à travers tout le pays.

« travailler tristement »

Certes ces luttes ouvrières, dans le contexte national et international, ne peuvent aboutir à des victoires décisives. Mais le seul fait d'affronter la dictature, de l'obliger à reculer sur certains points, ou même à temporiser, est le signe d'une incontestable avancée de la conscience politique, quand on sait que tout acte militant peut être suivi, non seulement d'un licenciement, mais d'un enlèvement et d'une mort atroce.

Déjà en octobre et novembre 1975 les 100 000 ouvriers et employés des services nationalisés de l'eau et de l'électricité n'avaient pas laissé sans



riposte une vague de licenciements.

Une nouvelle mesure — la loi 21 476 —, qui devait entrer en vigueur le 1^{er} février, a pour objectif de « rationaliser » le fonctionnement de ces entreprises. Elle signifie en fait la remise en cause de conquêtes obtenues au cours de décennies de luttes : cogestion des entreprises par les syndicats, suppression des congés de maternité et de maladie, suppression des permanents syndicaux, augmentation d'une heure et 12 minutes de la journée de travail (42 heures hebdomadaires au lieu de 36) (2)

Avant même que la nouvelle loi entre en vigueur, les ouvriers et employés décidèrent de casser le rythme du travail — ce que l'on appelle joliment là-bas « travailler tristement » (a tristeza). L'armée riposta en occupant les entreprises. Aussi, le 1^{er} février, les ouvriers abandonnèrent-ils le travail 1 heure avant l'horaire stipulé par l'ancien système (soit 2 h 12 minutes de moins que le nouveau règlement). Attitude passible de 1 à 10 ans de prison. Des affiches furent apposées, qui proclamaient : « Nous ne voulons pas de privilèges, seulement des salaires de militaires ! ».

Des bombes d'insecticide obligèrent les soldats à évacuer les lieux. La lutte se prolongeant durant plusieurs semaines, des sabotages mirent hors d'usage la station de Mar del Plata. Une bombe éclata dans les installations de Rosario. Le 11 février, 30 000 téléphones étaient hors d'usage à Buenos-Aires. 80 % des ouvriers participaient à la lutte, organisant des manifestations-éclair dans les lieux fréquentés.

Phénomène d'autant plus remarquable que ce syndicat (Luz y Fuerta) était traditionnellement contrôlé par la bureaucratie syndicale et que son ex-secrétaire général, Taccone, siège au conseil d'administration de l'entreprise SEGBA.

Le 20 février, le gouvernement accepta de négocier certains points de la loi, à condition que le travail reprenne normalement. Les travailleurs, pour toucher une partie de leur mois, optèrent. Mais il est probable que l'on n'en restera pas là.

D'autres secteurs sont d'ailleurs en lutte : les dockers de Rosario qui eux aussi refusent l'allongement de leur horaire de travail. L'agitation est sporadique dans l'automobile, les textiles... Encore doit-on remarquer que l'on est en Argentine en plein été — époque de trêve sociale — et que le mois d'avril pourrait voir une recrudescence des luttes.

guerilla sur la défensive

Cette résistance ouvrière fait passer au second plan les succès remportés par l'armée sur la guerilla. Le PRT-ERP a subi, on le sait, des revers importants, avant même le coup d'état militaire. Son foyer de guerilla, à Tucuman dut être abandonné. Une centaine de militants de première ligne avaient perdu la vie lors de l'opération de Monte Chingolo (décembre 1975). Ses dirigeants les plus prestigieux — Mena, Urteaga, et surtout Santucho, ont été tués en juil-

let. Des imprimeries ont été découvertes. L'ERP a lui-même tiré des leçons de son échec militaire et annoncé un repli sur les entreprises. Mais ce recul entraîne une tentative de rapprochement avec le PC argentin et l'Union soviétique. C'est ainsi que le bulletin officiel du Mouvement publie de plus en plus fréquemment seulement des articles sur la révolution bolchevique, mais aussi sur « le bien-être du peuple et le progrès social en URSS » (3)

Les Montoneros jouissant d'un appui de masse beaucoup plus large ont mieux résisté à la répression. Ils ont cependant perdu eux aussi un nombre important de dirigeants et de cadres. De nombreux militants de base risquent à tout moment d'être assassinés dans les prisons.

Ils continuent cependant à mener des opérations militaires. Mais les plus spectaculaires sont les attentats que leur permettent des infiltrations au niveau des services de sécurité.

Cependant, il faut noter qu'au moment où les masses ont plus que jamais besoin d'une direction politique pour les difficiles combats qu'elles livrent contre la dictature, les Montoneros continuent à exalter toute la vieille mythologie péroniste : « la mort du général Peron a laissé le Mouvement orphelin de toute direction. Personne à l'intérieur du justicialisme n'a pu remplacer le vide qu'a laissé sa disparition ». (4) Leur « plan économique », parle de « capitalisme d'état populaire » qui s'appuierait sur le capitalisme européen.

Ces positions les amènent à négocier avec certains secteurs de l'armée, et même, probablement, avec l'ex-dictateur, le général Lanusse. Ce dernier, qui conserve une forte influence sur les secteurs militaires « libéraux », est l'espoir de tout un secteur de la gauche « démocratique » et « réformiste ».

quelle alternative ?

Après un an d'exercice du pouvoir, et l'emploi de méthodes dont la brutalité n'avait aucun précédent dans ce pays, l'armée n'est pas parvenue à résoudre les problèmes de la grande bourgeoisie argentine. La crise économique se poursuit, la classe ouvrière n'est pas domptée, la guerilla se survit.

L'isolement de la Junte militaire chilienne, le poids de l'opinion internationale, la politique de « moralisation » de l'administration Carter — les Etats-Unis viennent de supprimer leurs ventes d'armes à l'Ethiopie, à l'Uruguay et à l'Argentine, à cause du « non-respect des droits de l'homme » dans ces pays — semblent écarter pour l'instant la perspective d'une opération « Djakarta ». La ligne dure représentée par les généraux Vilas, Mugica, Buasso, Menendez vient de perdre du terrain.

Le courant représenté par les généraux Videla, Suarez, Mason, Viola, Harguindeguy, envisage une « ouverture », mais dans des conditions bien particulières : « lorsque le corps social aura été assaini » (Viola). Autrement dit, lorsque la contestation ouvrière aura été écrasée. Le général Harguindeguy confirme : « rendre le



pouvoir à des civils est une chimère qui hante l'imagination de quelques-uns. » D'où la brillante synthèse du général Videla : « un gouvernement qui essaiera de concilier les valeurs démocratiques avec la participation des militaires. Autrement dit, on cherche une caution civile à la politique des militaires. Ce n'est pas, hélas, une utopie : le Parti communiste et les radicaux en particulier, malgré la répression qui n'épargne pas leur base, n'ont jamais cessé d'offrir leur collaboration aux centurions.

Mais il est peu vraisemblable que ces deux partis, n'ayant pratiquement aucune implantation populaire, puisse freiner et stabiliser les luttes. Alors ? Alors l'Argentine va sans

doute continuer à se débattre dans une situation d'anarchie larvée, où les masses populaires continueront à chercher leur voie au milieu de beaucoup de larmes et de sang.

Alain LABROUSSE ■

(1) Un meeting unitaire des différents comités concernés par la solidarité avec le peuple argentin sera organisé à la Mutualité le 25 mars. Du matériel peut-être retiré au CSLPA, 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris.

(2) Cf. Réalité Argentine, n° 1, de mars 1977.

(3) El Combatiente, n° 239, du 27 octobre 1976, p. 9.

(4) El Montonero, cité par Denuncia noviembre 1976, p. 8.

PSU documentation

Numéros disponibles

N° 22-23 Sur le mouvement politique de masse	2,00
N° 24-25 La police dans la lutte des classes	2,00
N° 27-28 La crise du système monétaire international	2,00
N° 51 Le recrutement	1,00
N° 52-53-54 Quand les patrons vont à l'école	3,00
N° 56-57 Sionisme et libération palestinienne	4,00
N° 92-93 Une section du PSU à Paris	4,00
N° 94-95 Militer contre le militarisme N° 2	4,00
N° 96-97 Le syndicat de la magistrature	4,00
N° 98-99 Le syndicalisme à l'école	4,00
N° 102 Comités de soldats, droit bourgeois et lutte de classes	2,00
N° 106-107 Le PSU, le Parti de l'Autogestion Socialiste	4,00
N° 110 Comment battre la droite	2,00
N° 111-12 Militer à l'Université	4,00
N° 113-14-15 Les Chrétiens et la lutte pour le socialisme	6,00

VIENT DE PARAÎTRE

N° 116-17-18 Electronucléaire : le PSU accuse 6,00

Abonnement : 20 F N° F 30,00. A adresser à : EDITIONS SYROS
9, rue Borromée - 75015 PARIS C.C.P. 19 706 28 PARIS

injustice

Victoria Thérôme SOS mars

J'ai pas froid.

C'est pas exactement ça.

Je me sens de trop, ils ne me veulent plus.

Je sens une grande gomme qui me guette. Je la sens qui m'attend à l'angle d'un couloir. Elle va se jeter sur moi et frotter, frotter, frotter ! Et moi je serai dilué dans l'invisible. Je sens mon corps comme de trop. Ils me veulent plus. Ils ont décrété que j'aurai la tête tranchée. C'est comme ça. C'est leur décision. Je peux rien dire. Ils vont dire que j'ai tué la fillette. Un mort pour un mort. C'est normal. Il leur faut des comptes justes. Ils comptent. Ils comptent tout.

— Il a tué la fillette ! Monstre ! Odieux ! Particulièrement odieux !

J'ai eu un accident.

J'ai eu un accident. Inexplicable. J'ai pas su m'expliquer. J'ai pas compris ce qui m'était arrivé. Quand c'était fini, c'était trop tard. Si j'avais tué la fillette à une traversée de rue, ils me couperaient pas la tête. Si j'avais tué la fillette à une traversée de rue, ils me couperaient pas la tête. Pourtant elle serait morte aussi. Il y a des accidents qu'ils comprennent. D'autres pas. Ils ont une tête sélectionneuse d'accidents. Pour les uns, c'est le retrait de permis, pour les autres, faut donner la vie. Une grande gomme. Elle va me faire disparaître. Je ne me sens pas d'un grand poids. Je ne me suis jamais senti d'un grand poids. Je me sens pas grand-chose. Léger.

Je vois juste ma forme, des lignes. Je sentais bouger ces lignes. Va falloir que je me passe de ces lignes. Va falloir que je me passe de tout. Même s'ils me laissaient des yeux, je verrais du vide. Je verrais ce lit, là devant moi, sans un homme devant. Cette table, seule, à côté du lit dans la cellule, sans homme nulle part. Une cellule vide.

— Hé ! Hé ho ! Madame Ranucci ! Vous nous devez des sous ! Ce travail pour envoyer votre fils à la guillotine, qui va le rembourser à la société ? Faut le payer le bourreau ! Faut le payer tout ce monde qui se dérange à l'aube dans une cour de prison ! Et la guillotine ! faut la sortir, faut l'installer ! Et après faut la nettoyer ! Et vite, parce que le sang, ça durcit, après c'est pas commode à ravoir !

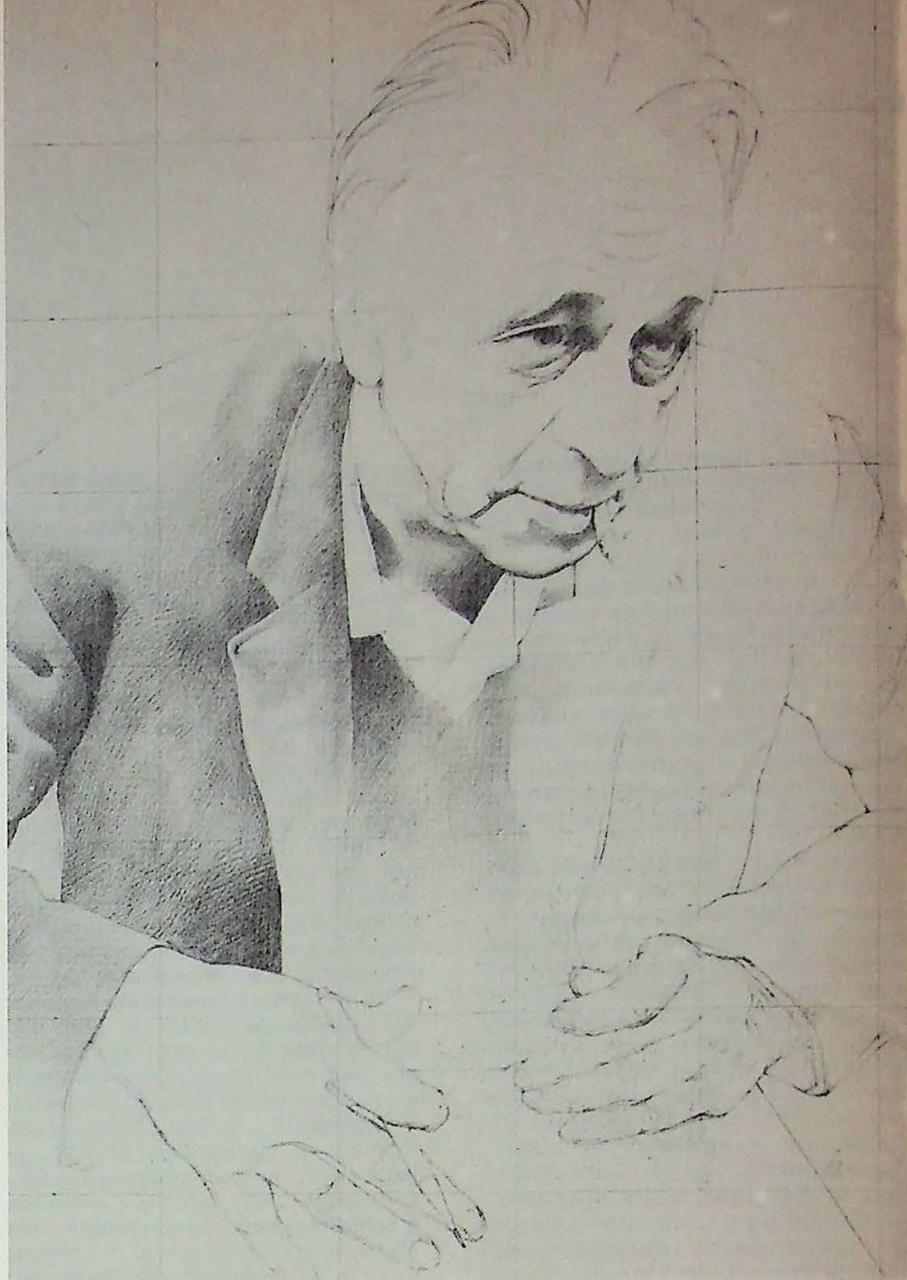
SOS Mars ! SOS Mars ! Mars ! Mars, ailleurs, les planètes ! Quelque part où d'autres vivants existent ! Eux, ils me comprendront ; Communiquer avec eux ! Les appeler ! Qu'une soucoupe volante se pose dans la cour du petit matin de leur cérémonial ! Païens ! Païens ! Assassins ! Sauvages ! Primitifs ! Sans mœurs ! Sans cœur ! Sans raison ! Barbares ! Barbares œil pour œil, dent pour dent ! Ma fillette, elle a eu peur dix minutes. Elle est morte en quelques instants. Moi vous me tuez depuis six mois. Je peux dire Ma fillette. Elle est unie à moi dans la mort. J'ai eu elle dans ma vie. Dix minutes accidentelles. L'accident devait arriver. Avec tout ce passé. Cette peur. J'ai toujours eu peur. On sait plus ce qu'on fait. Ça devait amener à un accident.

— C'est horrible ! Horrible ! C'est atroce ! C'est un spectacle abominable ! Indigne d'un pays qui se dit civilisé ! Je suis malade ! Malade ! Je souhaite, je prie de toutes mes forces que ce soit la dernière fois de ma vie que j'assiste à une pareille horreur ! J'ai honte ! Honte pour la France !

Leur échapper. Des fois, j'ai moins froid, je me sens moins terni, effacé par la grande gomme, je me dis que ça doit pouvoir être possible de leur échapper ! J'entends encore la vie, j'ai un sursaut d'espoir ! Je vais trouver le moyen de leur échapper ! Me liquéfier ! Je vais me transformer en flaque d'eau et glisser lentement sous la porte ! Je vais devenir souffle d'air ! Emprunter le chemin de la clé par le trou de la serrure ! J'irai à travers le couloir, il n'y aura plus de barrage, partout je me glisse dans les interstices ! Je vois la paroi des interstices. Rugueuse, sombre. Parfois avec des échardes. Mais je suis courant d'air. Ça peut pas me freiner. Peut-être même le vasistas, au-dessus de ma tête, n'est-il pas bien étanche ! Je pourrai passer par là.

— Il n'y a pas de justice ! Quelle justice ? Les têtes tombent suivant le vent ! Et le vent, c'est le gouvernement qui le fabrique ! Quelle opinion publique ? Où ça, opinion publique ? Mon cul, opinion publique ! On te les dresse, on te les excite, on te les détourne du merdier avec les jeux du cirque ! Une tête à couper par ici ! Venez voir mes chéris comme c'est excitant ! Suffisamment bornés, bernés, embobinés ! Ils gobent comme des mouches ! Chiens rampants aux pieds du maître qui s'amuse à voir égorger l'un des leurs !

On m'a dit que des fois, des gens, des militants contre la peine de mort, viennent crier contre les murs de la prison, le matin où ça a lieu. Je me demande si on entend. Si j'entendrai. Si mes oreilles entendront encore normalement les choses. Il me semble que j'entendrai que trois ou quatre mètres autour de moi. Les autres prisonniers aussi. Ils sont debout dans leur cellule. Ils ont le froid au dos. La colère froide. Ça les porte à gueuler tout à coup. Comme des loups, qui n'ont plus rien à bouffer dans une forêt glaciale. Hurlements. On dit ça aussi des chiens : hurlements à la mort. Mais eux, ils



Althusser par Cueco.

chroniques des années

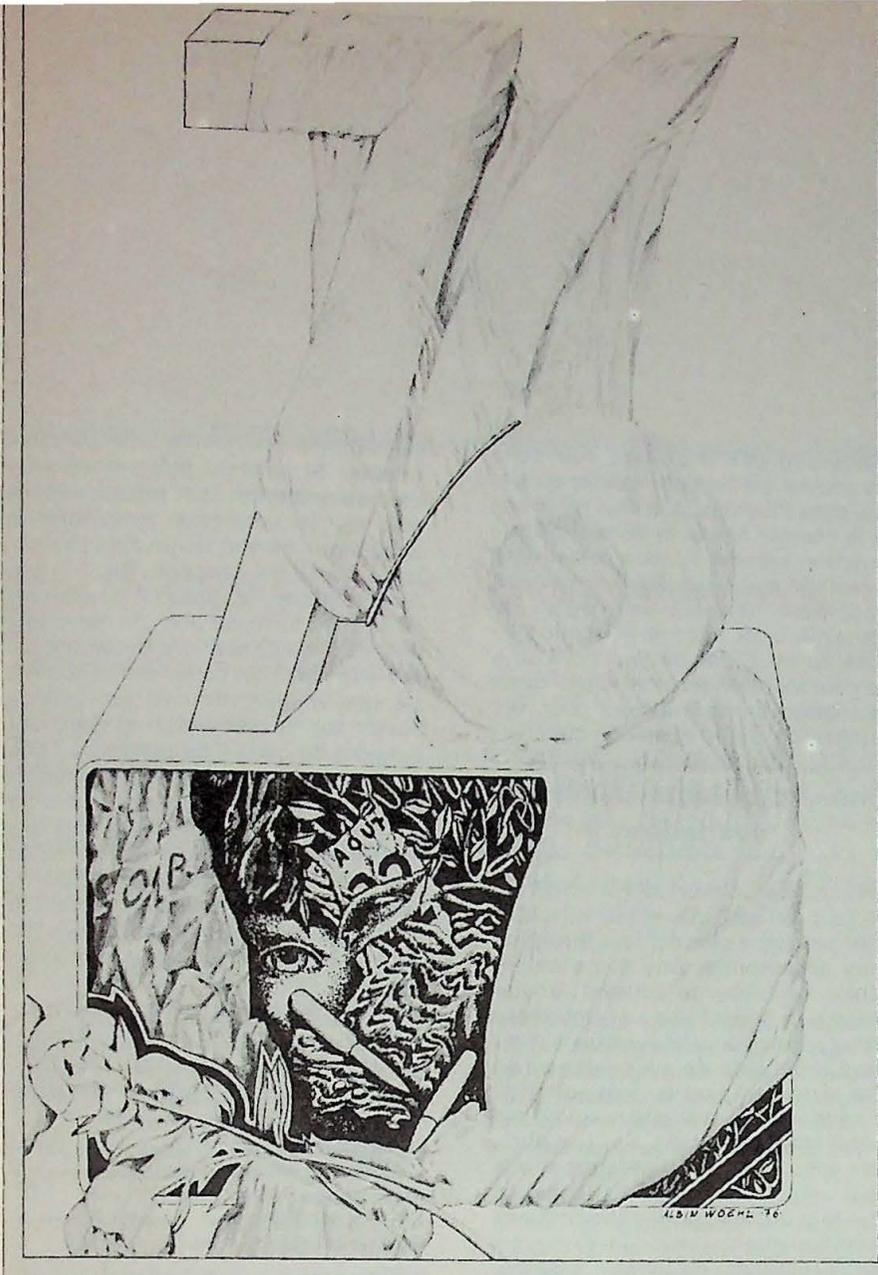
Ils ont commenté l'actualité de 1976 dans un livre *Chroniques des années de crise* que publient les Editions Syros. Ils ? Des peintres et des écrivains (1) qui ne se situent ni « au-dessus » ni « à côté » de l'événement. Comme nous, ils vivent, mal ou bien, le quotidien. C'est lui qu'ils reformulent, à leur manière et selon leur vécu. Ainsi le texte que *Tribune socialiste* vous propose en bonnes feuilles, écrit par Victoria Thérôme, traite d'un sujet toujours brûlant : la peine de mort. Ce choix

peuvent marcher, marcher toujours ! Même dans la neige, même en tombant ! Même blessés ! Peut-être, ils vont rencontrer la plaine, des lieux moins glacés, quelque chose à manger ! Moi je suis ligoté devant la gomme à effacer. Elle va effacer mes mains, mes jambes il ne restera plus trace de moi !

— Au nombre de vomissements que tu trouves sur un trottoir tu peux savoir si t'es dans un quartier bourgeois ou dans un quartier de traîne-patins ! A propos de dégueulis, on nous dit jamais si le condamné à mort il vomit devant la guillotine ! Il leur balance tout ce qu'il ressent quoi ! Bloup ! Messieurs, vous me donnez la nausée ! Je sais, il me reste plus grand temps à vivre, mais permettez que je m'exprime !... Si si ! Il y en a qui ont la chiasse ! J'ai entendu ! Hé ! Il y en a même qui se débattent ! Faut les traîner hé ! Normal ! Le mec y se défend jusqu'au bout ! C'est le peloton d'exécution pour la patrie, là ! Où tu fais le mariole pour la cause ! Vive de Gaulle ! Vive la Résistance ! Vive la France ! Moi je meurs, mais d'autres sont prêts pour le combat ! Debout camarades ! Allez et dites que je suis mort heureux ! Va, messieurs, du sang-froid ! Visez au cœur !... là tu meurs tout seul comme un con, sans personne pour prendre ta relève, sans même ta mère pour te tenir le front, ça, entre nous, c'est un peu duraille, le condamné il devrait pouvoir exiger la personne de son choix, merde ! Au moins qu'il emporte dans son dernier coup d'œil la tronche à son copain ou à sa petite amie ! Je trouve que ça te dépasse un peu les bornes, ce machin, de guillotiner un mec ! Et la dernière nuit, tu crois qu'il se branle ?

Ma tête, là assis à ma table, dans ma cellule, je me la prends dans les mains. Elle est encore à moi pour quelques minutes. Elle appartient à mon corps. Le sang circule encore librement par le cou. Tout fonctionne. Mes mains sont chaudes. Enfin pas trop, mais quand même oui, chaudes. J'ai un peu froid aux pieds, mais quand même le sang descend jusqu'en bas. Je bouge. Je m'enserme le cou. Le cou ne fait qu'un. Il est frère. Puis il deviendra deux. Ils couperont à un endroit. A quel niveau exactement la lame passera ? Quelle portion du cou s'en ira avec la tête, quelle autre avec le corps ? Mais deux portions de cou se disent au revoir.

— J'ai entendu un médecin dire que la tête du guillotiné gardait encore quelques instants les yeux ouverts, si si ! Ce qu'on sait pas, c'est si elle pense ! Tu te rends compte ! Que les têtes de guillotiné, elles pensent et qu'on le saurait pas ! Tu te rends compte, les guillotiné, ils verraient tout le travail, les



Le réel et les jours par A. Woehl.

de crise 1976

n'est pas étranger au meeting contre la peine de mort qui va se tenir à la Mutualité le samedi 26 mars, avec la participation bénévole de Guy Bedos, d'Yvan Dautin et de Roger Siffer. On ne peut pas rester indifférent à cette nouvelle de Victoria Thérôme. L'heure de la mort approche ; que se passe-t-il dans la tête du condamné ? Avec l'auteur, entrons dans la cellule de Christian Ranucci.

(1) Chroniques des années de crise, 1976, 168 p., 30 F. Syros, 9, r. Borromée, Paris-15^e.

bourreaux qui rangent leur mécanique, les officiels qui rangent leur tête d'enterrement ! Parce qu'ils ont la tête de circonstance en plus ! Et la circonstance, elle est triste ! Alors le supplicé, en plus de son supplice, dans son au-delà, tu vois, il emporte en prime, les gueules de déprime des notables ! Je fais des vers, tu rigoles ! Mais c'est tout déprimant, cette histoire-là, quand tu y penses !

Les objets volants non identifiés viennent pour sauver les condamnés à mort. Soucoupe volante descend en vol vertical dans la cour de la prison. C'est sûr qu'eux doivent être plus évolués que nous. Je devrais avoir le droit de pouvoir changer de planète. Je devrais avoir le droit aller tenter une deuxième chance ailleurs ! Je devrais pas être aux mains des barbares ! Ça devrait pas être permis qu'on me laisse aux mains des barbares ! Ça ose s'appeler humanité et toutes leurs immondices, salades ! ce qu'ils osent bien raconter, inventer ! droit, justice, morale ! sécurité de la société ! qu'est-ce qu'on a fait pour ma sécurité à moi jamais quand j'étais gosse que j'avais toujours peur ? qui est venu s'occuper de ma sécurité ? Peur. Maintenant j'ai si peur, que ça se fige. Par moments, c'est comme si je n'avais plus peur.

— Vous trouverez ci-joint la formule à recopier autant de fois que vous le pourrez et faire signer en vue d'obtenir la grâce de Christian Ranucci. Que les personnes que vous contacterez fassent le même, qu'elles recopient autant de fois qu'elles peuvent et fassent signer.

Ça ne sera rien, parce que je me sens déjà mort. Leur haine ! Enorme. La terre entière, boule, montagne de haine ! Je suis déjà mort sous leur regard de haine. Reste plus que l'encercellement en passant par la guillotine. Formalités. Je serai sans doute indifférent. Ça sera dur pour mon avocat. Ça doit être des moments terribles pour eux. Aussi quel métier ! C'est pas un métier que je ferais ! Tiens c'est vrai, je n'ai plus besoin de métier ! plus de loyer à payer, plus de nourriture à payer...

— Le dernier repas du condamné à mort, paraît-il, ils ont droit même à la langouste ! Ce que je voudrais savoir, s'ils ont très faim ! M'étonnerait, tu vois !

Je mangerai bien. Tout sera mécanique. Tout se passera comme la machinerie d'une usine où d'un côté en fait entrer la bête vivante, de l'autre on sort du boudin. Je m'accrocherai à mon corps aussi longtemps que je l'aurai à moi. Il m'apparaît de plus en plus grand. Enorme. Une montagne égale à leur

haine. Quand je tend le bras pour saisir mon verre, c'est comme si je déplaçais la Cordillère des Andes. Mon corps est mon univers. C'est ma planète. Bien obligé, puisqu'ils me chassent de la leur. Plus grand-chose ne gravite autour de moi, que les objets très proches, dont tous les détails me rentrent dans la tête. Ils sont agressifs. Les objets ne vont pas avoir la tête tranchée. Ils vont durer plus que moi. Ils sont étrangers, ennemis. Ils sont aussi mes derniers témoins. Le bol, l'assiette, mes dernières rencontres. Je n'ai pas de haine pour eux, mais ils me donnent à penser. Que c'est anormal qu'une assiette ait plus de survie qu'un humain. Mais j'aime pas le mot humain, à cause d'eux tous en face. Haineux.

— Alors à quoi ça sert ? Un petit mec paumé, couillon, idiot ce que tu veux ! Il tue comme un imbécile dans un moment de panique — c'est toujours la panique sinon ils tueraient pas ! Ceux qui tuent vraiment, hors panique, c'est les gangs et les anti-gangs ! D'ailleurs vas-y voir de près, je te parie, que c'est les mêmes ! Et nous la société, oui, moi, toi, puis surtout les autres, les gros, les grands, les biens assis, pas entre deux chaises, les biens établis, les bien-pensants, les hommes de Lois, les penseurs, les réfléchisseurs, les ceux-qui-savent, les scientifiques, enfin tout le beau monde qui a le temps de réfléchir, qui est jamais dans une situation de panique comme les petits gars ! Alors ceux-là, ils se réunissent en grand comité, ils tirent les plans sur la comète, ils te coupent les cheveux en quatre, remarque, avec sérénité, ils le disent, ils arrêtent pas de le dire ! AVEC SERENITE ! Ils se tâtent pendant des mois, ils te fabriquent des dossiers avec des paragraphes de réflexions à te couper le souffle, et au bout du compte, après des mois, tous les gens sérieux qualifiés, super-calmes, en super-sécurité — tu remarques ça au passage — de quoi ils accouchent ? Qu'il faut tuer le type ! MAIS AVEC SERENITE ! Je sais pas si tu vois l'étendue de la disproportion, mais moi ça me dresse les cheveux sur la tête ! Moi je dis que ces mecs-là, ils sont mille fois plus assassins que l'autre ! Je dis que le nommé assassin, à côté, c'est un ange ! Je dis qu'une justice comme ça, on peut s'en passer !

Mon avocat me parle gentiment. Celui qui m'apporte la nourriture aussi. Ça doit faire un drôle d'effet pour eux, de parler, approcher quelqu'un qui a ses jours comptés ! Visite de musée ! « Le petit Christian Ranucci, moi je l'ai bien connu ! Oh, c'était un petit gars tranquille ! » Fréquenter un futur mort. Ça n'existe dans aucune situation de la vie courante. Dans quelques situations politiques, Révolutionnaires exécutés. Quelquefois la famille les assiste la dernière nuit. Eux, ont la gloire. Les maillons de la chaîne des peuples en marche pour leur libération. Moi je suis le déchet. L'accident. Celui qui n'aurait pas dû vivre. Leurs familles seront toujours fières. Ma mère finira ses jours dans un tunnel.

— Madame Ranucci menacée de saisie si elle rembourse pas dans les délais, les frais de justice de son fils. L'argent de la vente de la voiture de Christian n'a pas couvert la somme demandée.

Moi j'attends la planète Mars. J'émet des SOS dans ma tête. L'objet non identifié qui se posera dans la cour. Ils rentreront dans ma chambre comme des fous, ils seront arrivés en chaussettes, vous imaginez une comédie, ils me tomberont dessus comme des bêtes, ils me traîneront dans les couloirs, il y aura peut-être des cris dans les cellules, il y aura des tourbillons de sang dans mes oreilles, ma tête communiquera avec mon corps pour les derniers instants, il y aura cette révolte effervescente de la vie, de ce corps qui refuse le découpage, et tous les fous en face de moi, qui me couperont même le col de la chemise, comme si un grand couteau qui tombe de si haut n'avait pas la capacité de trancher un bout de tissu ! ils seront ridicules et ignobles jusqu'au bout ! Mais je les verrai pas, si peu, très dessinés dans les détails si énormes monstres assassins face à moi, si présents tels des rouleaux compresseurs, que je serai évanoui en moi, glacé je saurai que le SOS Mars ! n'a pas fonctionné, qu'il est trop tard désormais pour moi, mais que ça ne va pas être difficile maintenant et je penserai à la petite fille, la rencontre de ma vie...

© Editions SYROS, 1977 ■

Dessins

B. Ascal ; G. Biasi ; S. Birga ; M. Blondel ; P. Carre ; H. Cueco ; J. Dauriac ; J.P. Le Boul'ch ; I. Messac ; G. Netto ; C. Pascarel ; E. Pignon-Ernest ; A. Woehl.

Textes

D. Biga ; Y. Buin ; W. Cliff ; P. Delbourg ; C. Delmas ; J.M. Gibbal ; O. Kaepelin ; A. Laude ; M. Moreau ; B. Noël ; R. Pividal ; Rezvani ; V. Thérôme ; P. Tilman ; F. Venaille ; J. Villecrose.

les armes de la critique

la fascination pour l'infamie

Quand, dans un domaine quelconque de l'art, les créateurs se mettent à traiter de thèmes analogues, la chose est rarement fortuite ; en tout cas, elle n'est jamais insignifiante. Que penser de la coïncidence qui fait apparaître sur nos scènes, au même moment, l'« infâme » Gilles de Rais (1) et sa sœur sanglante, la comtesse hongroise, Erzsébeth Bathory (2) ? Sinon que la fascination, étrange jusqu'à être suspecte, pour le crime, le sadisme, les perversions sexuelles les plus atroces, qui avait déjà envahi récemment nos écrans, s'est emparée à son tour du théâtre. Il est vrai que, de longue date, celui-ci se délecte de personnages comme Médée et Néron qui n'était pas des modèles de vertu. Mais à côté de nos nouveaux héros qui comptent leurs victimes par centaines, ceux-là étaient de pâles figures.

La pièce écrite et mise en scène par Roger Planchon raconte la dernière phase de la vie de Gilles de Rais, depuis le moment où il commet l'erreur, funeste pour lui, de profaner une église, en s'emparant d'un serviteur du duc de Bretagne — dès lors, celui-ci cesse de le protéger et l'abandonne à la justice de l'Eglise — jusqu'à sa mort sur le bûcher, en 1440, à Nantes. Roger Planchon n'a pas voulu faire un drame historique « objectif », reconstituant l'ensemble de la carrière de son personnage. Il a choisi de le saisir au moment de sa chute et de le montrer, pour ainsi dire, de l'intérieur. Des innombrables crimes de Gilles de Rais : ces centaines de petits paysans enlevés, violés et tués atrocement pour son plaisir, on ne verra pratiquement rien. Le parti est intéressant, sans nul doute ; malheureusement, il n'apparaît pas nettement au cours du spectacle : celui-ci oscille entre la fresque historique (trois groupes sociaux s'y affrontent : Gilles de Rais et ses amis, la cour du duc de Bretagne, les autorités ecclésiastiques), le drame psychologique (Gilles aux prises avec Dieu et le Diable), et la fable fantastique (Planchon intitule sa pièce « miracle », indiquant par là son intention de se rattacher à l'inspiration naïve du théâtre religieux du Moyen-âge). Finalement, d'un spectacle qui dure trois heures et qui en paraît le double, on ne retire ni une connaissance claire des données socio-historiques du « mystère » du personnage (encore moins psychanalytique !).

le diable et le bon dieu

Roger Planchon, metteur en scène, ne vient guère au secours de son propre texte. Loin de l'éclaircir, d'en faire ressortir des lignes-force, la mise en scène l'écrase sous un déploiement de machineries inutiles (Planchon s'est-il cru obligé de justifier, en les utilisant, les subtilités mécaniques de Chaillet ?), une agitation superflue et fatigante de courses et de bagarres à travers le plateau. Et quelle plus malheureuse idée pouvait-il y avoir que

ces costumes modernes : blousons de cuir pour la bande à Gilles de Rais, sorte de milice d'extrême droite, uniformes mi-CRS, mi-SS, pour les hommes de main de l'Eglise, habits

Hélène Vincent : une merveilleuse performance.



bourgeois pour le duc et ses amis, dans une œuvre qui ne peut exister qu'ancree dans l'histoire, à la charnière entre le Moyen-Age et la Renaissance ? Planchon pensait-il nous convaincre davantage que ces « diableries » nous concernent encore ? Espérons du moins que cette énorme et inutile machine qu'est *Gilles de Rais* aura, une fois pour toutes, libéré son auteur de sa fascination fantasmagorique pour les histoires de diable et de bon dieu.

une « fascinante perverse sexuelle »

Proche par le thème, *Vers Bathory* est tout le contraire dans le traitement scénique. Ici, un lieu étroit, de rares accessoires, une seule comédienne. La pièce de Ludovic Janvier part d'une idée forte : la comtesse Bathory, une fois convaincue d'avoir mis à mort plus de six cents jeunes filles dans les plus atroces tortures, fut condamnée à vivre le reste de ses jours, emmurée dans sa chambre, sans voir, ni entendre personne ; elle vécut ainsi trois ans. C'est là que se situe le spectacle. Le lieu théâtral sert magnifiquement l'idée : la cave, aux voûtes romanes, du théâtre Essaiou, éclairée par de faibles projecteurs ou

de simples chandeliers, est de toute beauté. Si le texte prétend raconter une comédienne aux prises avec le rôle de la comtesse sanglante, le spectateur ne voit qu'un seul personnage : Hélène Vincent, tour à tour tendre et cruelle, passant aux limites de la folie furieuse pour se reprendre aussitôt, maîtrisant parfaitement un jeu à la partition complexe et subtile. Ce que veulent me dire ces jeux de miroir sur la recherche, le questionnement de cette « part maudite » que chacun porte en soi, m'importe moins que la précision du geste et la beauté du reflet. Si l'on ne comprend pas davantage que dans le spectacle de Planchon le personnage qui a fasciné l'auteur, si l'on reste tout aussi peu concerné par lui, la beauté du spectacle qu'on a sous les yeux et la merveilleuse performance de l'actrice suffisent à justifier cette représentation.

Evelyne ERTEL ■

(1) Gilles de Rais, Théâtre national de Chaillot, 20 h 15 (sauf dimanche et lundi), en matinée, samedi 14 h 30.

(2) Vers Bathory, Théâtre Essaiou, 22 heures (sauf dimanche et lundi).

● Oncle Vania, de Anton Tchekov.

Monté à l'Odéon par Jean-Pierre Miquel, voici un *Oncle Vania* d'une étrange beauté. Loin de Tchekov — le metteur en scène a voulu « dérusifier Tchekov » — la pièce prend une nouvelle forme d'où se dégage une intéressante analyse de l'Histoire en marche. En saisissant dans l'immobilité une société inconsciente de sa perte, J.-P. Miquel réussit son pari. Tout n'est cependant pas homogène : Henri Virlojeux, en Vania « distancé » finit par perdre son rôle en route ; mais, il se passe quand même quelque chose à l'Odéon, surtout lorsque apparaît Sonia (Françoise Bette) une remarquable comédienne, ancienne élève de Vitez (Odéon : 325.70.32) ■

Le nuage amoureux, d'après Nazim Hikmet.

Dans le dernier numéro de *Tribune socialiste*, Marion Lay parlait de Nazim Hikmet, poète hors du commun. Il est, en ce moment, possible de le retrouver au théâtre. Le spectacle que Mehmet Ulusoy a monté d'après plusieurs poèmes et un conte de l'écrivain turc est à recommander : peu de moyens, mais une connaissance étonnante de l'âme et des rêveries de ce grand solitaire — qui fut aussi un révolutionnaire jusqu'au bout. Entre les chansons du pays et la magie des mots se dessine la douloureuse histoire des opprimés. Hikmet a écrit les principaux poèmes ici utilisés pendant ses treize années d'emprisonnement ; et c'est ce souffle à la fois merveilleux et tragique que réussissent à faire passer les acteurs du *Théâtre de la Liberté*. Avec *Le Nuage amoureux*, ils sont arrivés à l'impossible : Nazim Hikmet semble vivant, sur scène, parmi ses compatriotes (Cité universitaire : 589.38.69) ■

du sang sur les grands boulevards...

De l'hémoglobine plutôt, Satan merci, puisque du 12 au 22 mars s'est déroulée, sous le plafond étoilé du cinéma Grand Rex, cette manifestation annuelle chère au cœur des fantastico-philes parisiens qu'est le Festival du film fantastique et de science-fiction, organisée, depuis sa création en 1972, par Alain Schlockoff et son équipe. Onze jours où vampires, monstres et satanistes ont dansé une sarabande effrénée tout au long des 22 films inédits présentés.

En ce début d'année 77, les films fantastiques et de SF se portent bien. Jadis considérés comme mineurs, réservés à quelques doux maniaques et rejetés dans le ghetto des salles de banlieue, ils ont désormais accès aux cinémas de première exclusivité et bénéficient de lançements publicitaires importants *King Kong* et *l'Age de cristal* en étant les plus récents exemples. Le public marche et l'argent rentre dans les caisses des producteurs. Mais quelle est la signification de cet engouement subit ?

L'hésitation au pouvoir

Le fantastique, selon la définition de Todorov donnée dans son *Introduction à la littérature fantastique* (Ed. du Seuil), c'est « l'hésitation éprouvée par un être qui ne connaît que les lois naturelles, face à un événement en apparence surnaturelle ». Le fantastique, qui se caractérise donc par l'absence de toute certitude, est la face cachée et obscure du positivisme, le Mister Hyde de tout rationalisme sécurisant. Le fantastique dilue la rassurante frontière qui sépare le réel du surnaturel, permet la résurgence du monde merveilleux et horrifique de l'enfance, plonge dans l'inconscient individuel et collectif et fait affleurer l'étrange dans le quotidien.

Les tendances actuelles du genre poussent ce dernier à se dépouiller de ses anciennes défroques qui ont nom vampirisme, sorcellerie, démonologie, etc., pour avancer, nu, dans les zones mouvantes de l'inconscient et de ses fantasmes, exprimant ainsi le profond désarroi de l'homme aux prises avec un monde qui se défait.

Par une sophistication croissante des procédés employés (trucages, montage, bande-son) le cinéma fantastique accentue l'indispensable mystification, nécessaire pour sauvegarder l'effet du réel. Il est capital, en effet, que le spectateur, fasciné par le spectacle, puisse s'intégrer au film afin que ce dernier entre en résonance avec cette « étrangeté » dont tout individu est porteur.

un cinéma d'exorcisme

Pendant longtemps, le cinéma de science-fiction s'est complu dans un infantilisme désarmant. Mais si la pau-

vreté du scénario n'avait d'égale que celle des moyens et des trucages employés, la signification idéologique de ces films était sans ambiguïté : tout ce qui est différent et qui peut mettre en danger les valeurs établies doit être éliminé. Ainsi la SF cinématographique américaine des années 50, xénophobe et impérialiste, a « cassé » de l'extra-terrestre à tour de bras, les petits martiens verts et autres monstres à tentacules n'étant que métaphores du « danger » communiste.

Actuellement, les tendances du genre sont à un « cinéma d'exorcisme » selon l'expression de l'écrivain Jean-Pierre Andrevon. Certes, les films de SF actuels montrent les dangers qui guettent l'humanité : la surpopulation (*Soleil vert* de Richard Fleisher), la revanche de la nature (*Soudain... les monstres* de Kubrick), le totalitarisme (*THX 1138* de George Lukas) le danger nucléaire (*La bombe*, de Peter Watkins), etc. ; mais pour la plupart, ils se contentent d'en montrer les effets spectaculaires, occultant ainsi les causes réelles : cinéma-spectacle donc qui cède à la facilité en transformant les angoisses de l'humanité en objet de consommation, mais aussi cinéma-miroir qui propose à notre société le reflet grossissant de ses propres hantises.

le menu 77

Le cinéma fantastique et de SF étant au sommet de la vague, on était en droit d'attendre, de cette 6^e édition du Festival, une réussite exceptionnelle. Hélas, ce ne fut pas le cas. La partie fantastique était souvent médiocre avec ses lassantes histoires de sorcellerie, ses pénibles variations humoristiques sur le vampirisme et l'éternelle confusion épouvante-fantastique. Quant à la SF, assez inexistante à vrai dire, elle n'était bien souvent considérée — à l'exception de l'intéressant *Bienvenue à Blood City* de Peter Sasdy — que comme une simple succursale du film d'épouvante (les rats géants de *Soudain les monstres*, les vers de *Squirm*).

Quelques bonnes réussites cependant, hélas peu nombreuses : l'étouffant *Pique-nique à Hanging Rock* de Peter Wair, *Wizards* long métrage d'animation par l'auteur de *Fritz the Cat* Ralph Bakshi, *Faisons mourir de peur, Jessica!* de John Hancock, très bon exemple de fantastique moderne,



Photo D.R.

Emilie, l'enfant des ténèbres de Massimo Dallamano, histoire d'amour et de mort... un ou deux autres encore...

Le Festival nous doit une sérieuse revanche, qu'il prendra sans nul doute l'année prochaine pour sa 7^e édition,

s'il décide de refuser une certaine facilité et de se mettre à l'écoute des problèmes du monde moderne, dont le fantastique et la SF en sont les métaphores angoissées.

Denis GUIOT ■



Photo D.R.

les passagers de Serge Leroy un dérapage non contrôlé

Rome-Paris. Jour nuit ; nuit jour : le voyage n'en finit pas. Alex (J.-L. Trintignant) est venu en Italie chercher le fils de sa femme (M. Darc) et tente de rejoindre la France. Mais quelqu'un les suit. Un être invisible, un fou sans doute, et qui va bientôt chercher à les tuer. Alors commence un film-poursuite qui voudrait bien nous entraîner, de virage glissant en pentes dangereuses, jusqu'aux portes de la peur.

Malheureusement, la voiture est poussive. Serge Leroy a beau être un cinéaste méticuleux qui soigne ses plans et choisit ses paysages, le film roule sans jamais décoller. Même si le rythme parvient à se maintenir pendant un bon quart du film, le sujet traité — une espèce de drame psychologique un peu primaire — devient vite lassant.

Bernard Fresson, en détraqué amoureux, caresse sa tête malade à la façon du comte Zaroff dans le chef d'œuvre de Ernest B. Schoedsack ; l'affreux jojo que l'on ramène vers sa mère parle comme un brillant professeur de philosophie et Jean-Louis Trintignant prend froid sans cesser de sourire. Mireille Darc, elle, téléphone beaucoup en attendant de se faire violer. Rôle passionnant !!!

Si quelques séquences retiennent l'attention, c'est qu'elles ressemblent étrangement au film de A. Spielberg, *Duel*. En dehors de ces petits emprunts, le film retombe et se traîne péniblement jusqu'à un épisode où le comique involontaire l'emporte sur l'angoisse.

Serge Leroy avait, en 1974, réalisé un admirable film : *La Traque*. Pour nous avoir fortement intéressés avec ce film-là, nous lui pardonnerons son inoffensif essai sur les malheurs de la conduite par visibilité moyenne.

F.G. ■

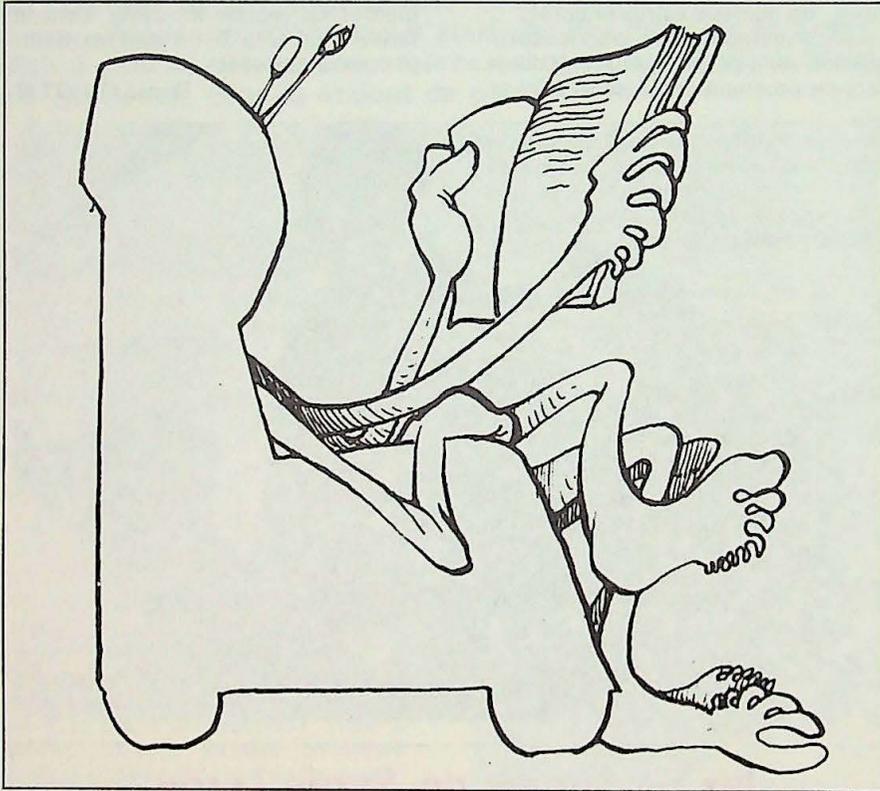
le temps de lire

la vie rêvée

La science-fiction ne s'intéresse pas qu'aux planètes extérieures et aux derniers égarements de la technologie. Elle s'attache aussi à fouiller dans l'esprit humain, elle analyse les rapports individuels et imagine de nouveaux modes d'existence. C'est en ce sens qu'on peut dire du premier

roman de Copi, *Le bal des folles*, qu'il appartient à ce genre littéraire.

A travers une autobiographie romancée, Copi nous entraîne en effet dans une danse survoltée, au milieu des grandes villes du globe (Paris, Rome, New York) à la recherche d'une identité. Avec le mépris le plus total de la chronologie et de l'intrigue, comme nous y a habitué le nouveau roman, Copi campe une succession de personnages cinglés, ron-



LIBRAIRIE

Liste N° 9

Spéciale « élections municipales »

- **EDITIONS SYROS**
Louviers : sur la route de l'autogestion ? Ch. Wargny 18,00
- **EDITIONS LE CERF**
Les femmes à la mairie. Nous conseillères municipales 20,00
- **EDITIONS OUVRIERES**
La politique locale des transports : F. Troger 25,00
L'action culturelle et le budget municipal, J. Verpraet, A. Lefebvre 29,00
L'information dans la cité, R. Beaunez et F. Kohn 30,00
La commune, son budget, ses comptes, F. Giquel 32,00
Le conseil municipal, le maire, les adjoints, J. Fonteneau 16,00
La commune et l'environnement 21,50

Pour tout achat de F 100,00 minimum
REMISE 10 %, expédition franco

Adresser la commande accompagnée du règlement à :
EDITIONS SYROS : 9, rue Borromée, 75015 PARIS - CCP 19 706 28
PARIS

gés du mal de vivre, en proie à des fantasmes délirants. Homosexuels camés, folles saoules, vieux sadiques, c'est tout une suite d'êtres déglingués, une accumulation malsaine d'individus mal dans leur peau, qui veulent changer de sexe, changer de vie, de visages qui nous font voir que la réalité n'est pas aussi simple qu'on peut le croire en se promenant dans le métro. Et le plus étonnant, c'est que dans cette galerie de portraits extraordinaires (où personne ne fait exactement comme tout le monde, même plus par provocation, juste par habitude) se dégage, avec force, la personnalité du narrateur, son désir d'aimer les gens, jusqu'à la folie, de mordre la vie à chaque instant.

Le bal des folles est aussi un très grand livre sur la vie marginale des homosexuels et des travestis ; un grand livre parce que chaque détail y est vrai, et surtout parce qu'y perce une virulente revendication à la différence. On a le droit de vivre (et souvent de mourir) comme on veut. C'est toute la leçon de cette histoire, roman d'amour, mi-policier, mi-fantastique. Au moment où les homosexuels s'organisent en groupes constitués avec des plates-formes politiques plus ou moins cohérentes. Copi montre comment ils vivent, c'est la meilleure façon de les faire accepter et comprendre. L'homosexualité, c'est ici assumer sa révolte contre des tabous, mais aussi contre la société toute entière. On lira à ce propos avec profit la revue *Sexpol* (42, rue du Ruisseau, 75018 Paris) qui chaque mois analyse les rapports politiques qui montrent leur nez sous la sexualité. *Le bal des folles* de Copi est une belle fable sur le droit à la différence.

Bernard BLANC ■

(1) *Le bal des folles*, Paris, Bourgois, 1977.

Nicos Andreou : « la Cathédrale de l'île de feu » (1)

Un soleil de plomb. 6 000 prisonniers politiques sous le régime des colonels, sur une île au large de la Crète où l'horreur prend parfois les dimensions d'une bouffonnerie : dans ce monde de l'enfer se construit une cathédrale « dont les miracles devaient faire, plus tard, de l'île de feu un centre culturel [...], une sorte de Jérusalem de l'orthodoxie gréco-chrétienne » ; le colonel lit *les Fleurs du Mal*, écoute des airs d'opéra (cela étouffe, sans doute, les cris des torturés) ; et quel problème pour l'administration et le code militaire que la résurrection d'un noyé surtout si le noyé porte plainte contre ses bourreaux !

Un livre terrible, d'un humour grinçant, mais aussi porteur d'espoir : espoir en ces hommes que rien ne parvient jamais à soumettre tout à fait, à déshumaniser, même au cœur de l'absurdité la plus destructrice, par la force de la solidarité et de la colère.

M.L. ■

(1) Nicos Andreou, *La Cathédrale de l'île de feu*, Fayard.

« lire » les immigrés

● Les charrettes de travailleurs immigrés conduits devant les tribunaux pour se voir notifier des saisies-arrêts sur salaire, suite au non paiement des loyers dans les foyers Sonacotra, accélèrent leur cadence. *TS* a longuement entretenu ses lecteurs sur la lutte des Sonacotra et du soutien qui leur est nécessaire. Pour se donner des armes encore plus efficaces, ils pourront lire *Machines à dormir*, de Marie-France Moulin que publient les « Cahiers libres » (1).

● Dans les foyers Sonacotra, beaucoup de Maghrébins, notamment des Algériens. *L'immigration algérienne en France*, petite brochure rédigée par Malek Ath, Messaoud et Alain Gillette, tente de mieux cerner la réalité socio-professionnelle, culturelle, familiale de cette partie de la classe ouvrière exploitée, surexploitée même par le patronat français. Les chiffres et les statistiques, nombreux, précis, devraient convaincre les plus récalcitrants du bien-fondé des revendications égalitaires. L'émigration algérienne paie un lourd tribut à l'économie française, contrairement aux idées complaisamment répandues. Ouvrage bref, condensé, *L'immigration algérienne en France* n'est pas le fruit de recherches socialistes (exemple cette appréciation : dépensant moins, les Algériens ne contribuent pas à la hausse des prix en France). On le trouve aux éditions Entente, 12, rue Honoré-Chevalier, 75006 Paris.

● Enfin et toujours à propos de l'immigration, une enquête « Questions-Réponses » sur « la scolarisation des enfants de travailleurs migrants » publiée aux éditions ESF, 17, rue Viète 75017 Paris (3). Huit cent mille enfants étrangers vivent en France. Comment et pourquoi en faire des élèves à part entière. Une pléiade de spécialistes de l'enseignement (psycholinguistes, conseillers, institutrices, phonéticienne, etc.) répondent aux questions. Un livre dense, une mine de renseignements, subversif parfois, un livre qui souffre cependant d'une trop grande technicité pour être mis « entre toutes les mains ».

Michel CAMOIS ■

(1) Marie-France Moulin, *Machines à dormir*, Paris, F. Maspéro, 1976. Coll. « Cahiers libres », 20 F.

(2) Malek Ath, Messaoud et Alain Gillette, *L'immigration algérienne en France*, Paris, éd. Entente, 1976. Coll. « Minorités », 29 F.

(3) Paris, éd. ESF, 1976. Coll. « Sciences de l'éducation », 47 F.

points de vue

« Je suis raciste », « on est tous racistes », « si ma fille se mariait avec un Noir ou un Arabe, je la renierais — je la tuerais », « non aux unions contre nature », « les étranges dehors »... Les petites fiches de Guy Darbois hurlaient, mardi soir, aux *Dossiers de l'écran*, comme des graffitis de chiottes. C'était sur Antenne 2, après le film *Devine qui vient dîner ce soir ?* Sujet du débat : les mariages mixtes.

Les « mariages mixtes », et non pas le racisme. Comme souvent, cette émission, qui a dix ans, limitait d'emblée la problématique... « Pour ne pas aller trop loin », devait répéter plusieurs fois Alain Jérôme.

Ainsi, il y a quelques temps, après le film *Pour l'exemple*, les invités ne traitèrent pas de la guerre, de l'armée, ni de l'objection de conscience... mais des quelques mutineries en mai 1917. A propos du film *L'Incident*, il ne fut pas débattu du pourquoi de la violence dans nos cités, mais des moyens à mettre en œuvre pour réprimer...

Bon. Alors, ce soir-là, sur le plateau, chacun y est allé de sa petite histoire : il y a des couples mixtes heureux, d'autres qui tournent mal ; il y a des méfis heureux, d'autres qui le sont moins... on n'est pas sorti du passionnel, du personnel, de l'anecdote, aussi émouvante ou révoltante soit-elle.

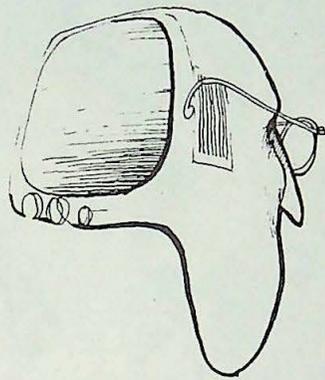
Quant à éclairer les causes du racisme, sociales, culturelles, idéologiques ; quant à examiner les difficultés objectives et psychologiques des unions interraciales ; quant à déterminer, tout simplement, quelles étaient les positions en présence... en plus d'une heure de discussion, on n'a pas avancé d'un pouce. A force de ne pas vouloir « aller trop loin », on ne va nulle part.

Il n'est pas évident, par ailleurs, que sur un thème comme celui-là, la juxtaposition d'expériences individuelles puissent aider les téléspectateurs à prendre du champ, à modifier leur approche du problème. Et le film qui précédait, édifiant, gentillet, n'a certes bousculé personne dans ses convictions.

Autre débat la veille, sur la même chaîne, à *L'Huile sur le feu*. Bouvard invitait Robert-André Vivien, député UDR, administrateur d'Antenne 2 et Jack Ralite, député communiste, à s'empoigner sur l'avenir de la télévision française.

Pas facile de s'y reconnaître non plus. Beaucoup de mauvaise foi, de coups de gueule, d'effets de manche, de la part de Vivien : il est vrai qu'il est difficile de défendre aujourd'hui la télé privée quand en 1974, lors du démantèlement de l'ORTF, on s'était fait l'avocat du monopole d'Etat... Ralite, plus serein, affichait un moral de vainqueur dû manifestement aux résultats des élections.

Si on a bien compris : Vivien prône



l'avènement de deux chaînes privées et le maintien de deux chaînes d'Etat. Cela, pour raison d'économie et d'amélioration des programmes (par les vertus de la stimulante concurrence...). Ralite, lui, sans trop de

détails, opte pour une télévision « pluraliste » de service public...

Pour notre part, nous nous contenterons de noter qu'on commence à parler bien haut de la privatisation. Qui plus est, c'est un parlementaire, sensé nous représenter au conseil d'administration d'Antenne 2, qui s'en fait le fervent apôtre...

Enfin, il nous fut donné de voir, lundi soir, sur TF 1, *La Religieuse*, de Jacques Rivette, film pour lequel il fallut se battre il y a 12 ans (on rajeunit pas). S'en prendre à la bête censure, c'est estimable, et même indispensable. Quand il s'agit d'une œuvre forte et belle, c'est plus chouette encore !

Fidèle au texte de Diderot, Rivette, en images sobres, en gestes nus, a filmé le goulag de la religion. Et, à travers lui, tous les goulags, tous les totalitarismes en action ; toutes les entreprises de normalisation, de négation de l'être. On est à cent lieues du drame d'époque, de la curiosité de mœurs ou de la charge anticléricale. Aujourd'hui, ce film fait penser à *L'Aveu* ; *La Religieuse* décrit et par là dénonce l'effroyable enchaînement : des pressions au chantage, à la torture, à l'enfermement, pour aboutir à la cassure, au renoncement à tout : à soi...

Quoi de neuf, cette semaine ? Diderot !

René LANARCHE ■

Erratum : Ce n'est pas P. Danny, mais Daniel Auteuil (cf *TS*, n° 734) qui joue l'inspecteur Camaret dans le feuilleton *Rendez-vous en noir* (jeudi TF 1) : soit dit en passant, le quatrième épisode a piétiné pas mal...

les mots croisés de TS

Problème n° 19

Verticalement :

1. Ne lui demandez pas « quoi de neuf ? ».
2. Fin de participe ; abréviation polie.
3. De sacrées calottes !
4. Croque le mot ; peut sauver.
5. Son contrôle par les travailleurs est un objectif ; possessif.
6. Préposition ; célèbre pour ses travaux d'aiguille.
7. Direction ; noircit dans le désordre.
8. Retirer du privé.
9. Existes ; pronon ; convoite ;
10. Souvent peu profonds quand ils sont respectueux.

Solution du problème n° 18

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	C	O	M	M	N	A	R	D	S	
II	O	S	I	E	R		R	I	E	N
III	N	E	T	T	E	M	E	N	T	
IV	V	E	R	R	E	S		G	E	L
V	O	S	E	E	S		C	A	N	E
VI	R		S			V	E	R	T	S
VII	L	S			T	L	E	D	E	
VIII	E	L	D	E	R	S		S		L
IX	E	R	A		L	A	C		O	S
X	S	E	C	R	E	T	A	I	R	E

Horizontalement :

- I. D'abord contrôlées, ensuite... ?
- II. Persistent quand on grimpe ; à moitié endormeuse.
- III. Oppriment les moujiks ; possessif.
- IV. Sait se faire entendre.
- V. Conjonction ; en épilant : congé ; un lien entre la Chine et l'URSS.
- VI. Des résultats.
- VII. Brille ; ne manque pas d'oreille ; héroïne d'une histoire très sexiste.
- VIII. L'un de ceux du H.III ; se mesure au pif.
- IX. En répit ; un bloc impérialiste ; abréviation.
- X. Hautes, peuvent manquer d'envergure.

sélection TV

Samedi 26 mars de 14 h 05 à 16 h 20 sur France-Culture : *A l'orée de la Chine*, Hong Kong, les observateurs de Chine. Comment travaillent-ils ? Sur quels documents ? Nous pourrions entendre ce que l'on peut appeler les premiers dissidents chinois critiquer d'un point de vue socialiste la bureaucratie chinoise.

A 20 h sur France-Culture : *Le Lien des mille sommeils* ou *Stéréo-Spirale 4*. Dans une grande ville nouvelle, tentaculaire, inhumaine, de béton et d'acier, nombreux sont les habitants qui s'évadent les fins de semaine en absorbant des barbituriques.

A 20 h 30 sur FR 3 : *Les Oiseaux de lune*, comédie de Marcel Aymé.

Dimanche 27 mars à 21 h 30 sur Antenne 2, feuilleton : *Scènes de la vie conjugale*. Scénario et dialogues d'Ingmar Bergman.

A 21 h 30 sur FR 3 : *Trois scènes avec Ingmar Bergman*, par Jörn Donner. Au cours de cette interview il parlera de l'éducation des enfants de son époque, et notamment des rapports entre l'enfant, les parents et l'école où l'autorité des adultes est prépondérante.

A 22 h 30 : *Petit guide du XV^e à l'usage des fantômes*. Auteur de la nouvelle et interprète Roger Caillois ; un conte sur Paris et le XV^e arrondissement.

Lundi 28 mars à 20 h sur France-Culture : *L'Entretien* présenté par la radio suisse-romande de Peter Swet.

Mardi 29 mars à 20 h sur France-Culture : Dialogue : *L'Etat et le fonction judiciaire*, avec Louis Josée et le juge Casarmayer. La justice lieu privilégié pour la contradiction.

A 20 h 30 sur Antenne 2, les *Dossiers de l'écran :* *Au bonheur des dames*, d'après l'œuvre d'Emile Zola. La naissance des grands magasins entre 1850 et 1865 ; leur expansion, la ruine des petits commerçants qui ne parviennent pas à s'adapter aux changements. Thème du débat : petites boutiques et grandes surfaces.

Mercredi 30 mars à 19 h 40 sur FR 3 : *tribune libre PSU : un jour l'autogestion*.

A 20 h 30 sur TF 1, une dramatique : *Le Pain perdu*, d'après un roman de Pierre Pelot. La tendresse d'un homme pour une femme, à travers un enfant, la tendresse d'un homme pour un autre homme à travers leurs rêves de jeunesse. Cette fiction pose le problème de la réinsertion sociale des détenus.

Jeudi 31 mars à 21 h sur TF 1 : 60 minutes pour convaincre. *Vous êtes tous des malades imaginaires*, avec Jean-Paul Escande, agrégé de médecine.

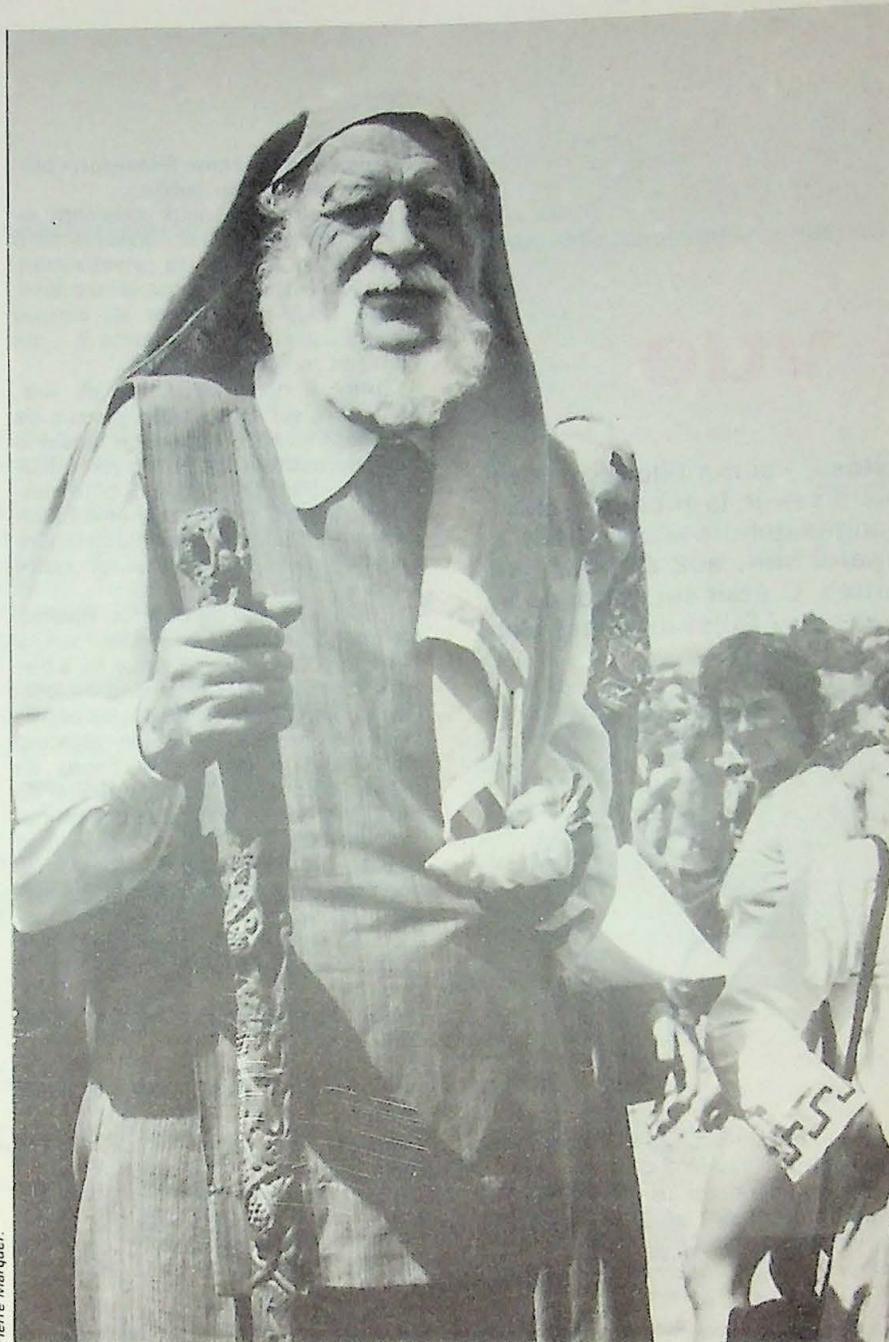
A 20 h 35 sur Antenne 2 : Le grand Echiquier. Deux comédiens : Jean-Louis Barrault, Madeleine Renault.

Vendredi 1^{er} avril à 20 h 30 sur FR 3, Vendredi : *Le Paranormal, fantasme ou réalité ?* La parapsychologie est-elle une science, un fantôme ou une utopie ?

A 22 h 47 sur Antenne 2, ciné-club, Spécial Jean Renoir : *La petite marchande d'allumettes* (1928) ; *Une partie de campagne* (1936).

PSU : peut mieux faire

Cette petite lettre d'un camarade du PSU pas spécialement enthousiasmé par les résultats de son parti lors des récentes municipales. Non que les résultats du PSU soient mauvais, ils sont au contraire satisfaisants, mais parce qu'une fois de plus le PSU est passé à côté de la plaque. Certes, il fallait bien se mettre dans le courant populaire, le courant réaliste qui voit que seule la «gauche unie» peut virer la droite. Mais le nouveau, le différent dans cette campagne ultra-électorale, est venu d'ailleurs, des écologistes. Au moment même où la classe politique était énervée, agacée par ces trouble-fêtes, la population non-politicienne leur a témoigné une réelle sympathie. Et les 10% de voix écologistes alsaciennes ne témoignent pas d'une vague sympathie «passéiste» mais bien d'un patient et long travail anti-nucléaire, d'une lutte acharnée contre un environnement démentiel. Mais les hommes de gauche nous disent : et le désistement au deuxième tour? Facile de leur répondre que le propre d'une avant-garde qui se transforme en un large mouvement est bien d'être traversée par différents courants d'idées; et là les révolutionnaires ont un rôle à jouer dans une bataille qui n'est jamais gagnée d'avance. A Bron, à Rennes et dans d'autres coins, des militants PSU se sont unis aux écologistes et ont fait non seulement de bons scores électoraux mais surtout ont permis la jonction entre le mouvement révolutionnaire autogestionnaire et le mouvement écologiste. A 10 km de la future (?) centrale de Nogent, à Remilly, petite ville ouvrière, le PSU a présenté sur une liste PCF-PSU deux militants écologistes connus et actifs qui ont pu faire adopter dans le programme municipal un passage contre la centrale nucléaire. Il était donc bien possible, en respectant les réalités locales, d'être dans le vaste courant populaire tout en ne se contentant pas d'accepter deux strapontins comme à Paris. Certes, Leduc est content des résultats. Il est vrai que quel que soit leur bord, tous les hommes politiques sont toujours contents des résultats électoraux! Voilà quelques réflexions un peu désabusées en espérant que le PSU, qui a su faire un réel travail anti-nucléaire durant ces dernières années et qui appelle en mai à une marche sur Nogent, saura repartir

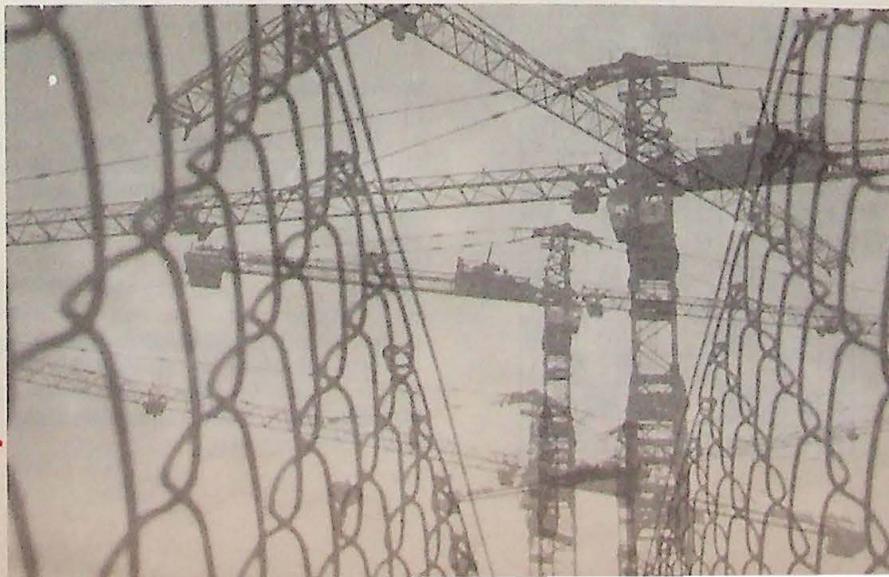


Pierre Marquer.

« concours photo »

Ah ! si vous vous étiez mobilisés pour la campagne d'abonnements de *Tribune socialiste* autant que vous semblez prendre goût au concours photos, quel bond en avant aurions-nous fait ! Camarades et amis, nous ne pouvons que vous remercier et vous encourager encore à participer à la vie de votre journal. Ce n'est qu'un début, la chasse à l'image continue. Aujourd'hui, deux thèmes : le Larzac, de Pierre Marquer — qui nous a envoyé de nombreuses images sur ce sujet et dont nous attendons d'autres envois — et une vision — terrible et futuriste — de notre monde industriel en voie de nucléarisation. ■

Thierry Béty.



sur de meilleures bases aux côtés de nos camarades écologistes.

Marc PETIT ■

Concorde : quelle solution ?

Contrairement à l'habitude, j'ai peu apprécié ton article sur Concorde paru en page 9 du n° 734 de *TS* et ceci sur deux points :

1) Sur Concorde lui-même, quelle solution proposes-tu? Qu'on continue à le produire à grands frais pour l'usage de quelques PDG et de la jet-society et au prix d'un gaspillage d'énergie, sans compter les incertitudes de la pollution? 2) Sur la construction aéronautique française, en général, tu dis : «La démocratisation est possible.» Franchement, je me demande. Tout « progrès » qui ne pourra pas un jour profiter à tous les hommes (y compris ceux du tiers monde) me paraît être une impasse. Et en ce qui concerne notre pays la liaison aérienne entre les villes s'impose-t-elle vraiment? Les trains rapides ne suffisent-ils pas?

Alors, il reste, je sais le problème de l'emploi et de l'énorme acquis technologique que représente le travail de milliers de travailleurs et de techniciens. Faut-il balayer tout ça, comme je te le signale, nous nous proposons de le faire pour le nucléaire? Pour ma part, je n'ai pas de solution toute prête mais je pense que le problème est différent.

Comme perspective à moyen terme, je verrais un choix d'avions longs courriers à grosse capacité uniquement réservés aux déplacements à très longue distance (à l'exclusion du transport des marchandises).

Quant à la technique «de pointe», je me demande parfois si au lieu de s'investir dans le développement d'un transport de riches à 80% inutile, elle ne pourrait pas s'appliquer à un programme spatial modeste mais sérieux visant à la fois à l'amélioration des télécommunications et à la recherche réellement scientifique. Je ne pense pas que ce travail soit incompatible avec une société autogestionnaire. Le développement illimité de l'avion l'est (ce point de vue prenant le contre-pied de l'opinion communément admise!). En tout cas, il est urgent pour le PSU de réfléchir collectivement sur ces problèmes.

André PONCHEL ■